

l'impireccor

correspondance de presse internationale

bimensuel n°50 29 avril 1976

30fb, 4ff, 2,5fs

CHINE



**après les événements
de Tien-An-Men**





sommaire

| | |
|--|---------|
| ESPAGNE La fuite en avant de la bourgeoisie - Interview d'un membre du CC de la LCR-ETA(VI) | page 3 |
| CHINE Avant et après Tien-An-Men - Gregg Benton | page 7 |
| THAILANDE Après les élections du 4 avril - Paul Petitjean | page 13 |
| BOLIVIE La lutte politique et sociale s'aiguisse - Luis Roca C. | page 17 |
| ISRAEL Les arabes sous l'occupation - Michel Warshawsky | page 24 |
| INDEX numéros 25 à 49 | page 28 |

INPRECOR 76 rue Antoine Dansaert - 1000 Bruxelles - Belgique

Correspondance de Presse Internationale -- Organe bi-mensuel d'information du Secrétariat Unifié de la Quatrième Internationale -- Les articles signés ne représentent pas obligatoirement le point de vue de la rédaction.

ABONNEMENTS: 1 an -- 25 exemplaires : FF 80; FS 45; FB 650; \$can 17
Ces prix n'incluent pas les frais d'expédition par avion outre-mer. Pour les USA et le Canada, par avion : \$24 par an. Pour les autres pays, s'adresser à la rédaction.

Pour tout règlement (sauf la France) : Gisela SCHOLTZ, Société Générale de Banque, Agence Dailly 1030 Bruxelles - Compte courant n°210-0320173-28

POUR LA FRANCE : libeller les chèques au nom de Pascal Henri et les faire parvenir à l'adresse suivante : ROUGE, 2 rue Richard Lenoir, 93100-MONTREUIL

ESPAGNE

la fuite en avant de la bourgeoisie



Interview recueillie le 22 avril 1976 d'un membre du Comité Central de la LCR-ETA(VI)

QUELS SONT LES CHANGEMENTS LES PLUS IMPORTANTS QUI SE SONT PRODUITS DANS LA SITUATION POLITIQUE EN ESPAGNE, DEPUIS LES ASSASSINATS DE VITORIA ET LA GREVE GENERALE DES 500.000 TRAVAILLEURS D'EUZKADI QUI Y A REPONDU ?

La prise de conscience par les masses de l'échec du projet politique de réforme du franquisme et non seulement de l'échec du gouvernement Arias. De là découle la compréhension par les masses de la nécessité non seulement d'en finir avec la dictature, mais de détruire toutes ses assises, comme cela se manifeste notamment par la multiplication de mots d'ordre comme "Dissolution des corps répressifs du franquisme", "Jugement des responsables des crimes de la dictature", etc. au cours de manifestations et dans des plate-formes revendicatives d'importantes grèves ouvrières. On peut dire aussi qu'à partir de ce moment, l'orientation politique qui prévaut au sein de la bourgeoisie concède qu'il sera inévitable de légaliser à court terme l'ensemble du mouvement ouvrier.

Le mouvement de masse sent sa victoire approcher à grand pas en ce qui concerne la conquête des libertés démocratiques. Cela stimule non seulement son action unitaire, mais aussi le débordement des actions démobilisatrices de secteurs d'opposition, comme ce fut le cas récemment avec les tentatives d'annuler les manifestations du 8 avril 1976 à Madrid pour l'amnistie (auxquelles dans l'ensemble, 30.000 à 40.000 personnes finirent par participer) et celles de l'Averri Eguna, la fête nationale basque où, dans des conditions d'Etat de siège avéré à Pamplune par exemple de 4.000 à 5.000 personnes se sont réunies. La situation politique tend donc de plus en plus vers un tournant décisif. La grève générale pour le renversement de la dictature est devenue un objectif d'actualité pour les larges masses.

QUELLE EST LA FONCTION DU REFERENDUM CONSTITUTIONNEL QUE LE GOUVERNEMENT PREPARE, SELON LA PRESSE ESPAGNOLE, POUR LE MOIS DE JUIN 1976 ?

Le référendum est l'instrument de la monarchie franquiste et du gouvernement pour répondre à la crise d'ensemble du régime et de l'appareil d'Etat. Probablement, il comportera trois questions. La première se référera à des questions formelles sur la succession au trône. Cela implique évidemment un plébiscite indirect pour la monarchie. La deuxième se référera à la modification des Cortès, le pseudo-Parlement créé par la dictature. Cette institution se divisera en deux Assemblées : un Sénat à composition corporatiste, y compris des membres désignés directement par le Roi, qui s'est engagé à inclure parmi ceux-ci les 40 "assesseurs à vie" franquistes qui siègent actuellement dans les Cortès, et un "Congrès des députés" élu au suffrage universel. Ces deux Assemblées auront un nombre approximativement égal de membres et - voilà le hic ! - des compétences pratiquement identiques. Cela reflète bien les projets et intentions politiques de l'actuel gouvernement. Le Sénat, c'est le "cadeau" aux vieux franquistes. Le "Congrès des députés" est conçu comme un "cadeau" à l'opposition bourgeoise et social-démocrate. L'un doit largement neutraliser l'autre. La troisième question du référendum est la plus surprenante de toutes. Elle sollicite l'approbation du droit pour le gouvernement de changer, par la voie de simples décrets, les "lois fondamentales du Royaume" qui, selon l'idéologie franquiste traditionnelle, étaient toujours considérées comme immuables et éternelles.

Le sens du référendum est donc clair à deux niveaux. D'une part, il s'agit de briser le blocage que l'extrême-droite franquiste avait établi par rapport au projet de réforme du régime. D'autre part, il s'agit d'esquisser un genre d'accord avec des secteurs de la bourgeoisie "démocratique" ou, en tout cas, d'établir des règles du jeu politique les plus favorables pour les projets de la monarchie franquiste. Cela implique notamment que par le truchement de la troisième question du référendum, la monarchie s'efforce d'obtenir la possibilité d'assurer, lorsque l'action des masses l'y obli-

ge, une transition "légale" sans solution de continuité apparente entre des gouvernements du type "réforme du franquisme" et un gouvernement qui légaliserait tout le mouvement ouvrier, comme le serait par exemple un gouvernement présidé par le chef démocrate-chrétien Ruiz Jimenez. Cela démontre jusqu'à quel point la bourgeoisie considère aujourd'hui comme son objectif politique principal d'arracher au mouvement de masse son rôle de protagoniste dans le renversement de la dictature.

Dans cette situation, l'extrême-droite franquiste approfondit son attitude de résistance active, non seulement au sein des institutions franquistes, mais également dans la rue, se préparant à intervenir politiquement comme une force autonome après le renversement de la dictature, tout en poursuivant sa politique d'obstruction radicale à tout projet de changement institutionnel, quelque modeste qu'il soit. Il paraît probable que cette extrême-droite appellera à voter "non" au moins à la troisième question du référendum.

Les secteurs "démocratiques" de la bourgeoisie et de la social-démocratie ont exprimé leur opposition au référendum dans son ensemble, aussi longtemps que se maintiennent les conditions politiques présentes. Bien que le gouvernement puisse, par des manœuvres et des fraudes, obtenir un succès formel des "oui", l'opération politique qui s'exprime à travers ce référendum est d'ores et déjà condamnée à l'échec, comme le sont tous les autres projets gouvernementaux.

Le référendum n'est qu'une nouvelle manifestation de la fuite en avant qui caractérise la monarchie franquiste. Incapable de résoudre les problèmes, elle s'efforce seulement de reculer les délais. Mais chaque recul rend la solution de ces problèmes plus difficile du point de vue des intérêts de la bourgeoisie, vu l'amplification des mobilisations de masses qu'il provoque.

QUE SIGNIFIE LA FUSION DE LA JUNTE DEMOCRATIQUE AVEC LA PLATE-FORME DE CONVERGENCE DEMOCRATIQUE, QUI A ABOUTI A LA CREATION DE LA "COORDINATION DEMOCRATIQUE" ?

Ce fait a été le premier d'une série d'événements similaires, comme le communiqué commun du Conseil Démocratique de Catalogne et du président de la Généralité de Catalogne (1) en exil, Josep Tarradellas, ainsi que la fusion en un seul organisme de la Junte Démocratique et du Conseil Démocratique du Pays de Valence. Comme nous l'avons déjà dit dans le communiqué de notre organisation, commentant la constitution de la Coordination Démocratique, l'objectif fondamental de cette fusion, c'est la "rupture négociée" avec les réformateurs du franquisme. Il s'agit de pousser jusqu'à sa logique ultime l'orientation de la transition pacifique de la

dictature à la "démocratie". La monarchie non seulement n'est pas mise en question, mais le Roi apparaît comme le principal protagoniste de la "démocratisation" du pays. Ainsi, pour citer un exemple, la version la plus récente de cette "transition pacifique" comme elle se présentait il y a quelques jours dans un document de la Démocratie-Chrétienne, consiste en la convocation, par le Roi, d'élections législatives (et même pas pour une Constituante !) dans un délai de 6 mois.

Depuis la création de la Coordination Démocratique, deux événements importants se sont produits dans ce contexte. Le parti de Gil Robles (le bourreau de l'insurrection des Asturies d'Octobre 1934), politicien bourgeois catholique ultra-conservateur et féroce anti-communiste, a rejoint la Coordination. Simultanément, Ruiz Jimenez posa comme condition pour sa présence au sein de la Coordination Démocratique la stipulation dans ses statuts que toutes les décisions devaient se prendre à l'unanimité. Il expliqua cette exigence de la manière suivante : "Dans les conditions de crise sociale que vit le pays, il faut éviter toute attitude imprudente dans les déclarations politiques et surtout dans les manifestations de rue." Le sens de ces paroles est clair. Le PC, le PSOE (Parti socialiste ouvrier espagnol), le MCE (Mouvement communiste d'Espagne) et le PT (Parti du Travail) ont accepté en pratique cette exigence, mettant leurs "fronts" à la remorque des conservateurs bourgeois. Gil Robles et Ruiz Jimenez ont ainsi acquis un droit de veto sur toutes les activités de la Coordination Démocratique.

La fonction de la Coordination Démocratique comme instrument du pacte de l'opposition bourgeoise et réformiste (appuyée par deux importants groupements mao-centristes) avec la monarchie franquiste, ressort parfaitement confirmée de ces événements. La fonction des partis ouvriers traditionnels au sein de ces organismes se limite en fait à jouer le rôle de chiens de garde du mouvement de masse, devant s'efforcer de maintenir celui-ci dans les limites compatibles avec le droit de veto de MM. Gil Robles et Ruiz Jimenez. Ce sont ces deux partis ouvriers traditionnels qui doivent également garantir le futur Pacte Social, qu'ils promettent au Grand Capital comme récompense de sa conversion à la "démocratie". Par ailleurs, il faut souligner le sens de l'accord Conseil de Catalogne-Tarradellas, ainsi que la relance du gouvernement d'Euzkadi en exil. Dans les deux cas, il s'agit d'utiliser le nationalisme bourgeois "historique" comme voie de canalisation des aspirations des masses opprimées, à obtenir leur droit à l'auto-détermination au sein de deux des nationalités pour lesquelles le problème de l'oppression nationale revêt une importance particulière.

On peut conclure que tout se prépare déjà pour la prétendue "période constitutionnelle". Au cours de celle-ci, un "gouvernement provisoire"

re de large coalition", au sein duquel l'hégémonie des forces bourgeoises serait absolue, devrait s'assurer un contrôle total de la situation politique, au nom de "l'établissement de la démocratie", c'est-à-dire de la reconstitution de l'Etat bourgeois espagnol. Il significatif que des membres de la Junte Démocratique, comme l'entrepreneur Laroque, ont affirmé ouvertement qu'un des objectifs prioritaires de cette "période constitutionnelle" consisterait à tranquilliser les investisseurs, garantissant la paix sociale dans le pays.

C'est dire toute l'importance du mot d'ordre "élection immédiate de l'Assemblée Constituante", comme rejet de la légitimité d'un quelconque gouvernement provisoire imposé aux peuples de l'Etat espagnol, et comme instrument pour faire table rase de tout l'appareil politique et institutionnel franquiste. Ce mot d'ordre doit être articulé avec celui de la convocation non moins immédiate "d'assemblées nationales souveraines" des nationalités opprimées, pour qu'elles exercent librement elles-mêmes leur droit à l'auto-détermination. A ces deux revendications-clés de l'étape actuelle se joint l'ensemble des mots d'ordre démocratiques, le tout exprimant la nécessité ressentie profondément par le mouvement de masse de détruire intégralement le régime franquiste.

COMMENT INTERPRETER LE CONGRES "TOLERE" DE L'UGT ?

L'autorisation du Congrès de l'UGT (Union Générale des Travailleurs) et sa réalisation expriment de manière synthétique les contradictions de la situation politique dans l'Etat espagnol (certaines de ces contradictions touchent au ridicule : le Congrès de l'UGT fut officiellement appelé par le gouvernement "Journées d'études syndicales" !). Cette autorisation était inévitable même dans le cadre de la "réforme du franquisme", puisque cette réforme impliquait, on le sait, la légalisation de la social-démocratie historique. Mais ce Congrès qui s'est réuni durant la semaine de Pâques s'est immédiatement retourné contre le gouvernement, même au-delà de ce que voulait la bureaucratie de l'UGT elle-même.

Il faut en effet tenir compte de ce que signifient 40 années de dictature pour comprendre l'énorme valeur symbolique qu'acquiert pour les travailleurs de tout le pays le fait que put se réaliser le Congrès d'une organisation liée à la naissance même du mouvement ouvrier espagnol, et au cours duquel des centaines de voix ont chanté l'Internationale, le poing levé et tout cela sans répression aucune. Les travailleurs n'ont pas considéré la tenue de ce Congrès comme une concession du gouvernement, mais comme une victoire propre de la classe ouvrière. Le fait qu'il s'agissait du Congrès de l'UGT avait moins d'importance que le fait qu'il s'agissait du Congrès d'une organisation ouvrière. La tenue de ce Congrès n'a pas seulement donné une impul-

sion nouvelle au grand débat sur la création d'un syndicat de classe qui se déroule actuellement au sein du mouvement ouvrier espagnol.

Il a en plus stimulé la préparation d'autres congrès d'autres courants ouvriers, comme celui qui prépare l'USO (Union syndicale ouvrière), CNT (Confédération nationale des travailleurs) et les CCOO (Commissions Ouvrières).

Concrètement, le Congrès de l'UGT s'est soldé par la victoire de l'aile droite de l'UGT, qui avait déjà auparavant le contrôle de l'appareil. La thèse fondamentale de ce secteur se résume dans le slogan "Unité dans la liberté", dont le sens réel privilégie la construction de l'UGT en tant que telle, par rapport à tout projet de syndicat unique de classe. Il est symptomatique que le Congrès accueillit avec un silence glacial, sinon des murmures de désapprobation, l'appel de Julian Ariza, dirigeant bien connu des CCOO à un Congrès syndical unitaire (Congreso sindical constituyente).

Mais à côté de cette majorité droitiste, une minorité de gauche importante s'est cristallisée, représentée essentiellement par les fédérations de Madrid et de Séville, qui furent les avocats de la motion réclamant qu'à la séance finale du Congrès soient invités des représentants de tous les courants ouvriers syndicaux. Cette motion fut la seule présentée par la minorité qui recueillit la majorité des votes.

Les prises de position générales de l'UGT paraissent dures et radicales. Elles parlent de "syndicalisme de classe" et de "syndicalisme révolutionnaire", ce qui exprime la nécessité pour la bureaucratie de tenir compte de la montée impétueuse du mouvement de masse. Les chiffres officiels d'adhérents de l'UGT ne sont que de 7.000 à peine. Plusieurs organisations politiques d'extrême-gauche ont déjà aujourd'hui plus de membres que ça en Espagne. Il s'agit d'un chiffre très inférieur à celui que représentent les CCOO. Mais il est incontestable que l'UGT connaîtra une rapide expansion, maintenant qu'elle bénéficie de la tolérance des autorités et de l'incorporation de couches nouvelles et moins politisées à l'action.

OU EN EST ACTUELLEMENT LE MOUVEMENT DE MASSE ?

Les luttes qui ont succédé aux assassinats de Vitoria ont substantiellement modifié l'état du mouvement de masse. De grandes luttes ouvrières se sont poursuivies, surtout dans le secteur métallurgique de Barcelone, des travailleurs des téléphones dans tout le pays, et une relance des luttes des ouvriers du bâtiment est possible. Des dizaines d'entreprises ont vécu des luttes importantes. Certaines victoires fort significatives ont été arrachées. A la SEAT de Barcelone, une partie importante des travailleurs licenciés pour fait de grève ont été

réadmis. La même réadmission s'est produite à la Hunosa (mines de charbon des Asturies). Les travailleurs continuent à utiliser pour leurs luttes d'une manière combinée, tant les moyens légaux d' "enlaces y jurados" (élus légaux du syndicat vertical CNS) comme divers types d'organismes représentatifs des assemblées générales d'atelier ou d'entreprise.

Le point atteint par le mouvement de masse implique la nécessité de réaliser le saut qualitatif fondamental vers sa centralisation afin d'aborder le problème du renversement final de la dictature. Dans cette situation, autant les diverses initiatives unitaires autour du 1er Mai qui se prépare maintenant dans des dizaines de villes du pays (la majorité de toutes les villes importantes), que la capacité de débordement des positions conciliatrices et réformistes qui s'est manifestée lors du Aberri Eguna en Euzkadi, créent les conditions propices pour que se réalise bientôt ce saut qualitatif.

QUELS SONT LES DERNIERS DEVELOPPEMENTS AU SEIN DE L'EXTRÊME-GAUCHE ?

La réponse à cette question est rendue difficile par une situation très fluide, marquée par une recomposition continuelle au sein de l'extrême-gauche. Quant aux organisations ouvrières traditionnelles, le fait nouveau le plus significatif, c'est l'apparition de tensions internes au sein du PCE, causées par l'attitude démobilitatrice à laquelle l'amène sa politique d'alliance avec la bourgeoisie, surtout au cours de manifestations de masse dans la rue.

Les deux organisations maoïstes les plus importantes, PT et ORT (Organisation Révolutionnaire des Travailleurs), ont initié un processus d'unification qui rencontre cependant de nombreuses difficultés. Ainsi, l'ORT n'a pas accepté d'adhérer à la Coordination Démocratique, à laquelle participent autant le PC que le PT. Il a cependant demandé un statut d'observateur. Les deux organisations font preuve depuis plusieurs semaines d'une autonomie majeure par rapport au PC, en opposition à l'attitude des mois précédents.

Le MCE esquisse un tournant à droite qui semble ne plus rencontrer de limites. Il a par exemple demandé son incorporation dans le gouvernement basque en exil, dirigé par les nationalistes bourgeois.

A l'opposé, Bandera Roja est engagé dans un tournant à gauche qui va assez loin, ce qui a permis d'obtenir d'importantes convergences pratiques avec notre organisation, dans des luttes comme celles des ouvriers du bâtiment de Barcelone.

L'OIC (Organisation de la Gauche Communiste), qui a subi une crise profonde depuis le début de l'année, a récemment tenu un congrès, au cours duquel elle esquisse un tournant par rap-

port à ses positions traditionnelles, tout en maintenant ses positions sectaires par rapport aux CCOO et son incompréhension du problème essentiel dans la situation espagnole d'aujourd'hui du syndicat ouvrier.

La LC (Ligue communiste), à laquelle le CC de notre organisation a décidé de proposer l'ouverture d'un processus de fusion a, croyons-nous, commencé une importante évolution dans son intervention. Elle s'est particulièrement faite remarquer lors de son intervention dans la lutte de la métallurgie à Barcelone.

L'ETA politico-militaire connaît une des crises les plus graves de son histoire, par suite de l'erreur monumentale commise avec la mort de Berazadi et d'autres actions militaires erronées.

Quant à la LCR-ETA(VI), elle poursuit une croissance de sa clarté et de son influence politiques et de sa consistance organisationnelle qui lui a permis de doubler ses forces au cours des quatre derniers mois. Nous restons cependant plus faibles que les organisations maoïstes les plus fortes. Il est donc nécessaire d'accentuer nos efforts pour élargir notre implantation au sein de la classe ouvrière, et pour nous préparer et préparer l'avant-garde et le mouvement de masse, aux tâches décisives avec lesquelles ils seront confrontés dans l'étape immédiatement devant nous.

EN RESUME ?

Nous sommes déjà en train de vivre le processus du renversement de la dictature. Il y a eu des changements brusques dans la situation. Nous en connaissons encore d'autres. Des agressions répressives, y compris sanglantes, restent possibles et même inévitables de la part du gouvernement. Mais le processus est en marche et rien ne l'arrêtera. Au sein de ce processus, nous réaffirmons avec force notre ligne stratégique fondamentale : impulser de manière résolue l'action indépendante du mouvement de masse, comme seule force capable de détruire définitivement le franquisme. Nous réaffirmons que ce renversement de la dictature, quelle que soit la forme concrète qu'il adoptera, ouvrira dans notre pays une situation pré-révolutionnaire. Notre tâche, c'est de la faire progresser vers une situation révolutionnaire. Cette stratégie donne tout son sens à notre orientation actuelle vers la centralisation des actions de masse pour la grève générale contre la dictature. C'est elle aussi qui donne tout son sens à notre bataille pour un congrès syndical unitaire (Congreso sindical constituyente), à notre mot-d'ordre d'élections immédiates pour une Assemblée constituante, à notre propagande pour un gouvernement des travailleurs, et à notre lutte de tous les jours pour le Front Unique ouvrier, contre la dictature et le capitalisme.

Note (1) Généralité de Catalogne : il s'agit de la Généralité en exil, qui prétend représenter la continuité avec l'ancienne Généralité de Catalogne (gouvernement républicain de Catalogne durant la Guerre Civile).

CHINE

Gregg BENTON

APRES LES EVENEMENTS DE TIEN-AN-MEN

Un article précédent traitait de l'ébauche de la récente campagne politique en Chine contre Teng Hsiao Ping. Depuis que cet article a été écrit, de nouveaux événements dramatiques se sont développés à Pékin, confirmant mes conclusions initiales. Ils indiquent de nouvelles péripéties importantes dans la bataille. Mais avant de continuer le débat sur le tout dernier tournant de la crise chinoise, je ferai un bref récapitulatif des luttes fractionnelles dans le Parti Communiste Chinois pendant les dix dernières années.

A un premier niveau, la Révolution Culturelle de 1966-68 exprimait une confrontation dans les sphères les plus élevées du Pouvoir, entre deux clans rivaux, l'un dirigé par Mao Tse Tung et Lin Piao, Ministre de la Défense et grand-prêtre du "culte de Mao", et d'autre part par Liou Shao Chi et Teng. Ces derniers furent tous les deux secrétaire général du Parti, comme Staline en Union soviétique, et bâtirent une solide base politique dans l'appareil de ce Parti.

Le programme politique du clan Liou-Teng traduisait largement le mécontentement des froids "réalistes" invétérés au sein de la bureaucratie face à la politique volontariste et égalitaire déployée par le "romantique" Mao à la fin des années 50. Il est connu que cette politique plongea la Chine dans le chaos économique. Les cadres à tous les niveaux du Parti ont dû partager, indubitablement, les préoccupations de Liou-Teng face à une possible répétition de tels bouleversements.

Le groupe Liou-Teng s'opposait aussi à Mao sur certaines questions de politique étrangère. Bien qu'ils partageaient avec Mao la critique de fond du "révisionnisme" soviétique, ils soutenaient par contre un certain degré de coopération avec les Russes contre l'impérialisme américain.

Mao face à Liou Shao Chi

Vu que la base du groupe Liou-Teng se situait dans les hauts rangs de la bureaucratie, Mao et sa fraction (dont sa femme Chiang Ching, jusqu'à maintenant outsider politique, et Chen-Po Ta, son secrétaire personnel de longue date) constituèrent une nouvelle base au

sein des secteurs de la société chinoise qui avaient été réduits au silence pendant longtemps par la bureaucratie, en particulier la jeunesse. En les entraînant dans la lutte, Mao espérait à la fois écarter ses ennemis de la direction et "assurer sa succession" en mobilisant de nouvelles couches de cadres futurs. Avec une impétuosité caractéristique, Mao escomptait que son immense autorité au sein des masses lui permettrait de contrôler plus ou moins le mouvement et de l'endiguer dans la perspective qu'il lui traçait. Mais le trait marquant et nouveau de la Révolution Culturelle fut la tendance constante des forces mobilisées à échapper au contrôle central. Non seulement de grandes grèves éclatèrent en janvier 67, mais beaucoup d'organisations avancèrent des programmes politiques indépendants, réclamant la démocratie socialiste et la commune.

Son alliance ébranlée dans ses fondements, Mao fut forcé de faire appel à l'armée pour rétablir l'ordre. Cette intervention inclut, d'une part, la direction centrale de l'armée autour de Lin Piao et, d'autre part, les commandants régionaux les plus conservateurs, dont la loyauté est inversement proportionnelle à leur importance numérique dans le Parti. Parallèlement, Mao fut contraint d'interrompre les exclusions des cadres du Parti. La désintégration de la base des maoïstes dans le mouvement de masse et l'accroissement de la confusion dans l'armée devaient avoir des conséquences d'une grande portée pour l'évolution ultérieure de la lutte fractionnelle au sommet.

Le 9ème Congrès du Parti en 1969 institutionnalisa le rapport de forces qui avait émergé de la Révolution Culturelle en expulsant officiellement Liou Shao Chi de la direction et en inaugurant une période de reconstruction des organisations du Parti, détruites par l'assaut des masses. En 1970, Chen Po Ta fut évincé de la direction afin de paver la route du rapprochement futur avec les représentants de la bureaucratie centrale. Peu après, le "proche compagnon d'armes" de Mao, Lin Piao, mourut dans une catastrophe aérienne alors qu'il s'enfuyait en Union soviétique, après une prétendue tentative de coup d'Etat. Les détails de "l'affaire Lin Piao" sont obscurs - et ici ne nous concernent pas directement - mais objectivement cet épisode marqua la

première étape du rétrécissement du pouvoir nouvellement acquis par l'armée dans la vie politique chinoise. Peu après la mort de Lin Piao, d'autres chefs militaires furent écartés lors de la campagne visant à restaurer le "contrôle du Parti sur les fusils". Mais plutôt que d'affronter l'armée dans son ensemble, Mao appliqua son habituelle "tactique de division et d'approches successives".



Avant 1966, l'Armée de Libération du Peuple (ALP) était traditionnellement subordonnée à une direction politique unifiée. Son utilisation dans la lutte de fraction, durant la Révolution Culturelle, y introduisit inévitablement de sérieuses divisions fractionnelles. La relative rapidité avec laquelle la direction de l'ALP fut forcée ou persuadée de renoncer au pouvoir politique après 1969 démontra, une fois de plus, que le rôle de l'armée en Chine n'est en aucune mesure analogue à celui qu'elle remplit dans les pays capitalistes ou même en Union soviétique. Il est cependant clair que l'identification de l'armée avec les objectifs de la direction politique centrale n'est plus absolue ni automatique. En renversant le clan central de Lin Piao, Mao était attentif à ne rien faire qui puisse susciter l'opposition des commandants régionaux conservateurs. Il leur fit donc un nombre important de concessions politiques.

Le retour des "modérés"

La période entre 1970 et le début de 1973 représenta le périclès de l'influence "radicale" dans la direction. La chute des "radicaux" Chen et Lin Piao refléta et renforça le courant impulsé par l'écroulement de la base de Mao dans le mouvement de masse. L'"affaire Lin Piao" mina aussi sérieusement la crédibilité des maoïstes. Dans une tentative de restaurer sa réputation d'"infaillibilité", Mao produisit une lettre adressée à Chiang Ching (soi-disant écrite en 1966) qui insinuait qu'il s'était toujours méfié de Lin Piao. Il lança de même une campagne "philosophique" en soulignant que "un se divise en deux" est une loi d'airain de l'Univers.

Vu le déclin temporaire des forces "radicales", se développa une réhabilitation massive (ou "libération") des cadres attaqués durant la Révolution Culturelle. Cette "libération" faisait partie d'une tendance générale à la restauration du statu quo bureaucratique, accélérée par le manque de cadres administratifs de talent parmi l'entourage "radical" de Mao et par le besoin de convaincre les puissants commandants régionaux que le pouvoir politique qu'ils abandonnaient serait transféré en de bonnes mains, de leur point de vue. Ces cadres "libérés" fournirent la base pour la reconstitution de la fraction "modérée" ou "conservatrice" dans la bureaucratie. Comme les derniers événements l'ont montré, au centre de ce regroupement, il y avait Chou En Lai et le réhabilité Teng Hsiao Ping, "N°2 des champions de la restauration capitaliste". Pourquoi Mao fut-il favorable à la "libération" de Teng ? La raison essentielle serait qu'il était considéré comme un élément central pour assurer le succès de la nouvelle diplomatie "au visage souriant" de Chou En Lai, de même que pour la construction économique. De plus cette réhabilitation se voulait être un signe de bonne foi pour le reste de la bureaucratie.

Mais, bien que les "radicaux" battaient en retraite, ils retinrent l'atout du support politique de Mao lui-même. En même temps, ils avaient une base dans des sections du Parti (notamment à Shanghai), dans la presse et la milice urbaine, qui devait faire contre-poids aux militaires conservateurs. La première épreuve de force politique importante après 1969 fut le 10ème Congrès du PCC, en août 1973. C'est ici que les "radicaux" lancèrent de façon inattendue, les campagnes "contre le courant" et "contre Confucius" pour renforcer leur position dans la bataille pour la direction. Les deux fractions semblèrent sortir du 10ème Congrès disposant de forces égales. Mais puisque les "modérés" se retrouvaient aux postes qu'ils occupaient avant le soulèvement de 1966, ces derniers étaient en fait mieux placés pour consolider leur pouvoir.

Peu après le 10ème Congrès, on laissa tomber la campagne "contre le courant" et on donna à la campagne "critiquer Confucius" une consonnance fortement "anti-révolution-culturelle", en y ajoutant la facette "critiquer Lin Piao". C'est à ce moment que Chou En Lai tomba malade, en mai 1974. Les "modérés" disposaient de positions suffisamment solides pour bloquer la nomination du "radical" Wang Hung Wen, nommé N° 3 dans la hiérarchie au 10ème Congrès alors que Chou restait en place et assurait que le rôle revint plutôt à Teng Hsiao Ping.

Alors qu'ils tentèrent en vain de renverser la vapeur, les "radicaux" lancèrent une offensive contre des pièces de théâtre et des opéras "suspectes" au milieu de l'année 1974, et une

brève campagne d'affiches qui (comme l'ont révélé les journalistes occidentaux) a été réprimée parfois violemment, par des bureaucrates locaux.

Le 4ème Congrès National du Peuple (CNP), en janvier 75, marqua une autre victoire importante pour les "modérés", renforçant le pouvoir de Teng et réduisant au minimum la représentation "radicale". Mao était ostensiblement absent du CNP, pour manifester son opposition à ses décisions. Dans son discours au CNP, Chou En Lai qui, au 10ème Congrès de 1973, ne fit qu'une référence fort limitée au "développement économique", put alors établir clairement les objectifs économiques pour les 25 années à venir.

Peu disposés à admettre la défaite, les maosistes soulevèrent de plus en plus des thèmes explosifs au cours de la campagne visant à "restreindre les droits bourgeois" en 1975. Ils attaquaient les privilèges bureaucratiques et la corruption, et incitaient les travailleurs à évincer les "potentats bourgeois" de la direction. Mais la vague de grèves de l'été 75 alarma tous les secteurs de la bureaucratie, donnant la chance à Teng de lancer des mots d'ordre plus en accord avec ses méthodes conservatrices de gouverner.

Puisque j'ai traité des questions relatives à la campagne anti-Teng dans l'article précédent, je ne vais ici que les résumer brièvement. Vu dans la perspective des luttes des années 60, il y a peu de nouveautés dans le programme politique de Teng. Il insiste sur la nécessité de la stabilité, du professionnalisme et sur le besoin d'un léger élargissement de l'éventail salarial, afin de donner un support à la bureaucratie au travers de la création d'une petite couche sociale privilégiée. En politique étrangère, Teng semble soutenir la normalisation des relations avec l'Union soviétique, bien que des preuves solides manquent à ce sujet. Il est aussi favorable à une certaine libéralisation de la vie politique et culturelle. Très récemment il fut même accusé (New China News Agency, 8.4.76) de "vouloir un libéralisme bourgeois", et de dénoncer les pièces de théâtre de Chiang Ching comme "ne laissant éclore qu'une seule fleur".

Quant aux "radicaux" - tout en partageant l'objectif fondamental de Teng : moderniser l'économie chinoise avant la fin du siècle - ils insistent sur le besoin de limiter au maximum l'inégalité (par une réduction drastique de l'éventail salarial) et de stimuler la mobilisation politique permanente pour étouffer les manifestations de la dégénérescence bureaucratique. Leur proposition de "dictature totale" équivaut en pratique à l'extinction de tous les éléments de démocratie prolétarienne. Mais si les questions débattues lors des récents affrontements sont similaires en substance à celles de 1966, néanmoins, les dif-

férences entre les deux époques sont cruciales, au moins pour comprendre les modalités de développement de la crise.

En 1966, l'armée, instruite pendant 7 ans dans l'esprit de "la pensée de Mao" par Lin Biao, se trouvait fermement aux côtés du Président Mao. En 1976, la hiérarchie militaire soutient les "modérés" dans la direction, non seulement vu les souvenirs traumatisants de la Révolution Culturelle, mais parce qu'ils n'apprécient guère la remise en question de leur pouvoir de commandement pour des raisons politiques. Il est inutile de souligner que l'inexistence d'un soutien actif des militaires réduit sérieusement les perspectives qui s'offrent aux "radicaux".

En 1966, le clan Liou-Teng n'était uni que par une opposition mal définie aux aspects les plus extrêmes de la politique de Mao. On ne pouvait alors pas affirmer qu'il constituait un pôle alternatif dans la direction. Au contraire, ils reculèrent dès qu'une pression s'exerça sur eux. En 1976, jouissant de l'expérience des dix dernières années, les "modérés" sont apparemment mieux organisés, plus unis et plus aptes à avancer un programme alternatif; ceci s'est manifesté dans le refus obstiné de Teng de faire le moindre geste de "repentir" pour ses "crimes".

Le poids numérique important des cadres "libérés" dans l'administration donne aux leaders "modérés" un certain degré d'immunité, puisque les menaces dirigées contre eux risquent de stimuler l'opposition d'une couche entière de la bureaucratie. On estime, par exemple, que 12 vice-premiers ministres et ministres, 81 officiels du Conseil d'Etat et plus de 500 personnages-clé dans l'appareil central appartiennent à la catégorie des cadres "libérés".

Comme je l'ai signalé dans mon article précédent, voici un autre caractère décisif de la dernière période : bien que les tensions sociales mises en relief si dramatiquement par la Révolution Culturelle continuent de s'exacerber, les masses se tournent de moins en moins vers une quelconque section de la direction bureaucratique pour y chercher des solutions. Elles comptent de plus en plus sur leurs actions propres et indépendantes. Ceci est prouvé, entre autre, par la vague de grèves de Hangchow en 1975 et par l'attitude des Gardes Rouges mobilisés puis réprimés par les leaders "radicaux" en 1966 : ensemble avec un grand nombre de jeunes chômeurs des villes et des villages, ces derniers sont maintenant prêts à lutter contre le groupe Mao-Chiang Ching. L'émergence de puissants courants révolutionnaires clandestins dans la jeunesse chinoise est démontrée le plus clairement par la célèbre "affiche Li I-Che" collée à Canton à la fin de 1974. J'en discuterai d'ailleurs l'importance dans un prochain article. Pour résumer, ces changements importants consti-

tuent la raison essentielle de l'insistance des maoïstes sur une stricte réglementation de la campagne anti-Teng et sur l'interdiction absolue de création d'organisations de masse.

L'émeute de Tien-An-Men

Examinons maintenant la phase la plus récente de la crise politique actuelle, et en particulier les émeutes de la place Tien-An-Men à Pékin. A cette occasion, plus de 100 miliciens furent blessés, dont 12 grièvement, par une foule en colère contre l'enlèvement des couronnes de fleurs déposées en mémoire de Chou En Lai. Les événements de Tien-An-Men représentent-ils la manifestation d'un soutien de masse au programme politique de Teng ? La violence "contre-révolutionnaire", qui se déchaîna sur la place, fut-elle le fruit d'une machination de Teng et de ses partisans, comme le prétendent les maoïstes ? La réponse aux deux questions semblerait être non. Le correspondant de Pékin de l'hebdomadaire de Hong-Kong ("Far Eastern Economic Review"), qui était présent durant quelques heures sur la place, "n'a ni vu ni entendu le nom de Teng une seule fois". Au contraire, tous les reportages indiquent que si un nom suscita le rassemblement des masses, c'était bien celui de Chou En Lai. Ce serait une démarche non seulement peu caractéristique mais absurde, pour Teng, ce maître de la manoeuvre bureaucratique, d'avoir organisé l'incident qui procure à ses ennemis précisément l'excuse dont ils avaient besoin pour lui retirer tout son pouvoir. De plus, on devrait aussi se rappeler dans ce contexte, que c'était l'allié de Teng, Wu-Teh qui, s'adressant aux masses durant les heurts, les mettait en garde contre "les ennemis de classe et les contre-révolutionnaires".

Les faits rapportés aussi bien dans les articles détaillés et sans détours du "Quotidien du Peuple" que dans les comptes-rendus des journalistes occidentaux présents lors de ces troubles, montrent clairement que toute théorie d'un "complot contre-révolutionnaire organisé et prémédité" est absolument sans consistance. Un des principaux thèmes des manifestants - qui chantaient l'Internationale, levaient le poing et insistaient sans cesse sur leur fidélité au marxisme - n'était autre que la revendication des droits démocratiques et l'opposition aux implications totalitaires de la campagne menée par les "radicaux" en faveur du renforcement de la "dictature globale". (Comme l'affiche de Li I-Che l'indiquait à Canton, la principale victime de cette "dictature" n'est pas la "classe privilégiée" mais le "mouvement de masse apparu récemment"). Ceci est démontré très clairement, par exemple, dans le poème "décadent et réactionnaire" reproduit et collé sur la place par des "contre-révolutionnaires", poème finalement republié dans le "Quotidien du Peuple" :

Les démons hurlent lorsque nous déversons notre chagrin,
Nous pleurons mais les loups s'esclaffent,
Nous répandons notre sang à la mémoire du héros,
La tête haute nous tirons nos épées.
La Chine n'est plus la Chine d'autrefois,
Et le peuple n'est plus plongé dans l'ignorance absolue,
C'en est fini à tout jamais de la société féodale de Chin Shih Huang.
Nous croyons dans le marxisme-léninisme !
Au diable ces intellectuels qui le châtent !
Pour l'amour du véritable marxisme-léninisme,
Nous ne craignons pas de sacrifier nos vies ni de verser notre sang,
Et le jour où sera accomplie la modernisation de la Chine,
Nous reviendrons pour offrir libations et sacrifices.

La référence à Chin Shih Huang, premier unificateur despotique de l'Empire chinois, est en fait une attaque contre la campagne de la "dictature", puisque Chin Shih Huang et sa philosophie légaliste de type totalitaire fut récemment l'objet de louanges de la part des "radicaux". Il est intéressant de constater que, après la première publication du poème dans la presse nationale, une directive officielle fut publiée par New China News Agency, interdisant aux rédacteurs en chef de l'imprimer "sous la forme d'un poème", certainement afin de le rendre moins attractif et moins frappant pour les lecteurs.



Wang Hung Wen et Chiang Ching

Les manifestants mirent aussi en place un "comité du peuple de la capitale pour la commémoration du Premier Ministre". Ils avancèrent un certain nombre de revendications non spécifiées dans le rapport du "Quotidien

du Peuple" et, lorsque les hommes de l'ALP entrèrent sur la place, ils lancèrent des mots d'ordre tels que "l'armée du peuple devrait être du côté du peuple" et "ceux qui sont trompés par les autres sont innocents". Dans un tel contexte, les heurts qui eurent lieu ensuite avec la police, l'armée et la milice, laissent entrevoir une autre signification que celle qui leur a été donnée dans la presse maoïste. Cependant, on ne peut éliminer le fait que des "hooligans" et des "mauvais éléments" y étaient pour quelque chose. On voyait aussi des affiches sur la place attaquant la femme de Mao, Chiang Ching comme étant une moderne "Impératrice Douairière".

Le fait que les autorités furent contraintes d'envoyer des dizaines de milliers de policiers, dont beaucoup venaient de l'extérieur de la capitale (à en juger d'après les plaques minéralogiques), montre que les manifestants étaient beaucoup plus nombreux que la "petite poignée" mentionnée dans le "Quotidien du Peuple".

Un tournant à gauche ?

La signification des événements de Tien-An-Men est la suivante : les partisans de la fraction Chou-Teng, soit par insouciance ou par erreur de calcul, avaient créé les conditions d'une exacerbation des tensions qui s'exprimèrent dans ce que les maoïstes appelèrent très vite un incident "de type hongrois". Il est important de préciser que l'agitation déborda les frontières de Pékin. Ainsi, à Honan, un fonctionnaire fut tué par une foule "contre-révolutionnaire"; à Nanking, des manifestations pro-Chou-En-Lai se combinèrent, selon les informations, avec des grèves des chemins de fer.

Les références officielles aux "tentatives d'attribuer à Teng le rôle de Nagy, meneur des troubles contre-révolutionnaires en Hongrie", peuvent involontairement être une représentation pas totalement incorrecte de ce "Printemps de Pékin". En effet, l'histoire récente de l'Europe de l'Est montre clairement que, dans de tels soulèvements anti-bureaucratiques, il n'est pas rare que les masses développent des illusions envers une aile "libéralisante" de la bureaucratie. Mais il est tout aussi probable que des forces réellement anti-bureaucratiques utilisèrent ces divisions au sein de la direction comme couverture pour avancer leurs propres revendications pour les droits démocratiques.

En terme de lutte de fractions au sommet, la chute de Teng ne peut être assimilée à un tournant décisif à gauche. Aujourd'hui, dans la mesure où la base de masse de Mao est érodée et où une opération identique à celle qui permit d'évincer Liou-Shao-Chi n'est plus possible, la campagne anti-Teng aurait probablement échoué, comme toutes les autres campagnes

"radicales" des derniers mois, si ne s'était manifestée l'insouciance apparente d'un groupe de partisans de Teng. Même après les événements de Tien-An-Men, la crainte des maoïstes d'un mouvement de masse les empêcha de mettre à profit leur avantage temporaire contre les "modérés". Le "Quotidien du Peuple" du 6 avril mit en garde ses partisans contre "l'établissement de liens interunités, l'organisation de groupes de combat, la formation de fractions". Comme pour souligner l'impuissance de l'offensive "radicale", le même jour que Teng fut dépossédé de ses fonctions (mais, c'est à noter, non de son appartenance au Parti), le leader "modéré" Li Hsien-Nien, lui-même attaqué ces dernières semaines réapparut en public pour la première fois depuis les obsèques de Chou.



Chou En Lai et Teng Hsiao Ping

Le principal bénéficiaire de la crise fut en fait un vague regroupement "centriste" représenté par le nouveau premier ministre Hua-Kuo-Feng, un bureaucrate de province, dont les principales qualifications pour le pouvoir semblent être son indépendance par rapport aux deux fractions principales et ses liens avec la province de Hsiangtan où Mao est né. La rapidité avec laquelle la nomination de Hua fut approuvée évoque une panique et un choc dans la direction après la dernière vague d'agitation. Les tentatives ultérieures d'attribuer une apparente légitimité à cette nomination, en organisant dans tous ses détails des manifestations de masse, tout sauf spontanées, peuvent difficilement masquer le manque total de réel support à la base de Hua. Comme l'a rapporté le correspondant du Times : "Les masses de Pékin sur les trottoirs montraient une indifférence marquée aux parades des camions et des écoliers brandissant banderoles et affiches".

De nombreuses indications montrent que la lutte fractionnelle est loin d'être résolue. Les plus récentes sont fournies par l'éditorial du "Quotidien du Peuple" du 18 avril dernier, qui appelle à l'élimination des autres "gros bonnets bourgeois" comme Teng, toujours actifs dans le Parti, et prétend que les "ennemis de classe", vaincus à Tien-An-Men, sont en train de préparer une contre-attaque "forcenée". Mais l'absence d'une nouvelle génération de leaders populaires de la stature de Mao et Chou rend très difficile pour l'une ou l'autre des fractions la consolidation d'une base dans le pays. Comme la mort de Mao approche, les pressions en faveur d'une issue rapide de la lutte pour la direction vont se multiplier, d'autant plus que les "radicaux" ont conscience que le puissant soutien de Mao à leur fraction ne peut durer plus longtemps que Mao lui-même. Ceci fournit l'opportunité d'une bataille pour le pouvoir, se développant exclusivement dans le cadre de l'appareil bureaucratique; elle revêtira de plus en plus la forme stalinienne classique des purges policières et des procès mis en scène. Sous cet angle, les appels de Shanghai réclamant l'exécution de Teng peuvent signifier plus que de simples déclamations.



manifestation sur la place Tien-An-Men

Les revendications des masses

Dans les luttes qui éclateront à l'avenir, les révolutionnaires chinois ne soutiendront aucune des fractions bureaucratiques. Ils se mettront du côté du mouvement ouvrier indépendant. Ils combattront pour un programme indépendant qui incarne et représente les as-

pirations, les mécontentements et les revendications de tous les secteurs de masse révolutionnaires. Ils prendront en charge dans ce contexte ces éléments radicaux qui s'expriment de façon fragmentaire et déformée dans les programmes des deux fractions (l'égalitarisme des maoïstes, les appels timides des "modérés" à la libéralisation). Un tel programme devrait être élaboré à partir des points suivants (que certains trotskystes chinois tentèrent de formuler au plus fort de la Révolution Culturelle, en février 1967) :

1. Lutte contre le culte de la personnalité.
2. Lutte contre les privilèges, la corruption et la dégénérescence bureaucratiques.
3. Soutien aux principes de la Commune de Paris, c'est-à-dire élections à tous les niveaux, à bulletin secret, de comités d'entreprise, de comités de paysans et de comités de communes.
4. Garanties effectives des droits constitutionnels inscrits dans le troisième chapitre de la Constitution de la République Populaire de Chine : libertés d'expression, de publication, d'association, de manifestations et de grève; liberté de croyance; pas de violation de personnes ni de résidence.
5. Non aux réductions des dépenses sociales ou du niveau de vie des travailleurs et des paysans.
6. Garanties des libertés de débat politique avec les opposants.
7. Soutien pour un bilan complet de la politique intérieure et extérieure du régime depuis 1949.
8. Liberté de la création artistique, de la création littéraire et de toute expression culturelle, mais en application de normes politiques claires.
9. Reconnaissance que l'opposition au "révisionisme" des Russes ne doit pas empêcher la formation d'un Front Unique avec l'URSS contre l'ennemi principal : l'impérialisme US.
10. Subordination, aussi bien en théorie qu'en pratique, des intérêts de la construction du socialisme en Chine à ceux de la Révolution Mondiale.

THAÏLANDE : APRES LES ELECTIONS DU 4 AVRIL

Paul PETITJEAN

Un an après les élections de janvier 1975, l'Assemblée Nationale thaïlandaise était dissoute. Les tensions sociales et politiques avaient eu raison d'un Parlement instable et sans réel pouvoir. Un gouvernement de gestion assurait la préparation de nouvelles législatives. Le 4 avril, le Parti Démocrate (1) de Seni Pramoj emporte 115 des 279 sièges à pourvoir; il n'en avait que 72 dans la précédente Assemblée. Si le Parti d'Action Sociale passe de 18 à 45 députés, son dirigeant, l'ancien premier ministre Kukrit Pramoj est battu dans sa circonscription. Les partis de la droite militaire traditionnelle stagnent. Le Parti de la Nation Thaï (Chart Thaï) double certes le nombre de ses élus (de 28 à 56). Mais le Parti de la Justice Sociale tombe de 45 à 25 et le Parti social-nationaliste reste une force négligeable.

La gauche - même modérée - est, elle, pratiquement exclue du Parlement. Le Parti Socialiste Thaïlandais chute de 15 à 2 sièges, le Front Socialiste Unifié de 10 à 1 et le Parti Force Nouvelle de 12 à 3. Une véritable campagne de terreur avait été déclenchée contre eux.

Le trafic d'influences et la corruption restent à l'honneur dans la Thaïlande "civile et démocratique". Plus de 2000 candidats, présentés par plusieurs dizaines de "partis" briguaient les 279 sièges de l'Assemblée. Les votes, selon Norman Peagan, s'achetaient entre 50 et 100 baths, soit entre 10 et 20 FF ("Far Eastern Economic Review" du 9.4.76). Le Parti Démocrate aurait, avec le soutien des militaires, fait venir voter en rang, les soldats dans la circonscription de l'ancien premier ministre, pour assurer sa défaite. Le maréchal de l'air Dawee Chullassapya - nouveau dirigeant du Parti de la Justice Sociale - aurait fait donner, dans sa circonscription frontalière, le droit de vote à nombre de Chinois des armées du Kuomintang et à des membres des tribus montagnardes réfugiés du Laos.

Elections manipulées donc, mais néanmoins significatives. L'éviction de la vie parlementaire de la gauche légale à la suite de la campagne terroriste peut avoir des effets profonds à long terme. Dans l'immédiat, le centre de gravité politique de l'Assemblée Nationale se déplace nettement à droite. La nouvelle coalition gouvernementale comprend, autour du Parti Démocrate (droite bourgeoise pro-américaine), les trois partis de la vieille droite militaire, liée aux propriétaires fonciers (Chart Thaï, PJS et PSN). Le sens de la victoire de Seni Pramoj n'en est pas moins ambivalent. Il tend à montrer que la population refuse la perspective, toujours présente, d'un coup d'Etat militaire. On voit là un reflet très déformé des luttes en cours en Thaïlande, que la campagne électorale n'a pas interrompues.

L'échec de la gauche légale

L'offensive d'extrême-droite, déclenchée voilà un an, se sera brutalement aggravée, alors qu'une partie de la hiérarchie militaire continuait de suivre une "politique de tension". En 1975, une série de meurtres avait frappé les dirigeants de la Fédération des Fermiers de Thaïlande, tandis que des formations fascistes cherchaient à s'implanter dans les campagnes (Nawapon) et parmi les lycéens (Buffles Rouges - voir "Inprecor" N° 38 du 20.11.75). Cette fois-ci les assassinats individuels ont pris une ampleur nouvelle à Bangkok même, les attentats se sont faits plus meurtriers, la gauche légale et modérée a été directement frappée, et dans plusieurs provinces l'effort d'encadrement rural s'est fait plus prononcé.

Il y aura eu durant la campagne électorale plus de 30 morts, dont trois candidats, et des dizaines de blessés. Le 17 février, le local du Parti Force Nouvelle (Palang Mai) - parti technocratique et libéral - était plastiqué. Le 18, un dirigeant étudiant, Amares Chai-Saard était abattu, ainsi que trois autres étudiants. Le 27, le secrétaire général du Parti Socialiste Thaïlandais, Boonsanong Boonyothayan était assassiné, ainsi qu'un dirigeant de masse. Le 2 mars, une charge de TNT était placée contre les fondations d'un lycée technique tenu par la gauche. On retirait 5 morts des décombres. Une grenade lancée dans une réunion électorale du Parti Force Nouvelle faisait, le 25 mars, 10 morts. Cinq jours auparavant, une bombe était jetée sur une manifestation de masse anti-américaine. Bilan : 3 morts et environ quatre-vingt blessés...

De nombreux candidats auront reçu des cercueils chez eux, en avertissement. Depuis octobre 1973 ce sont en fait au moins 35 dirigeants et personnalités de gauche qui ont été assassinés, dirigeants de masse, leaders politiques, journalistes, un traducteur de Maxi-

me Gorki... Cette "terreur blanche" n'aura pas été sans effets : les bailleurs de fonds du Parti Socialiste Thaïlandais ont cessé de souscrire, la gauche a pratiquement renoncé à faire campagne, la Fédération des Fermiers de Thaïlande semble en difficulté dans quelques districts, certains cadres étudiants ou ouvriers ont préféré quitter la capitale.

Les tueurs restent impunis. La responsabilité des "Buffles Rouges" dans les attentats et du Nawapon dans les meurtres est pourtant connue. Mais leurs liens avec les sommets de la hiérarchie militaire sont publiquement affichés (voir "Inprecor" N° 38). L'extrême-droite continue à s'organiser librement. Le Nawapon vient de fonder un parti politique, le Dhammat Patai ("Souveraineté Morale"). Son secrétaire général, Watana Keovimal, trouve appui dans la hiérarchie bouddhique. Il avance un programme mystique plébéien, fascisant. Un "Front Uni contre l'Impérialisme Communiste" (ACIUF) a vu le jour. L'existence d'une série de formations paramilitaires parallèles est maintenant une donnée permanente de la vie politique thaïlandaise.

L'échec de la gauche légale, son éviction du jeu parlementaire, rend de moins en moins crédible, dans ces conditions, son projet initial, démocratique et libéral. Le pouvoir reste aux mains de l'armée en Thaïlande. Dès avant l'assassinat du secrétaire général du Parti Socialiste Thaïlandais, un clivage était apparu au sein du PST quant à l'utilité et à l'opportunité de la participation à la campagne électorale. Le résultat des élections devrait renforcer les solutions préconisées par le PCP ou les courants les plus radicaux de Bangkok : la poursuite ou la préparation de la lutte armée.

Le vice-secrétaire général du PST a révélé que Boosanong était sur une "liste noire" de l'ISOC (Internal Security Operational Command), le centre de la "contre-subversion". On y trouve des dirigeants ouvriers (tels que, pour les syndicats du textile, Prasit Chayo), étudiants (notamment Thirayuth Boonmee, actuel conseiller du Centre National des Etudiants Thaïlandais), le nouveau secrétaire général du PST (Somkid Srisangkom), etc... (voir le "Bangkok Post" du 7.3.76). Dans ces conditions, la "solution parlementaire" paraît vide de sens, d'autant plus qu'une profonde désaffection populaire à l'égard de la joute électorale s'est manifestée tout au long de la campagne et dans le taux élevé d'abstentions.

La poursuite des luttes sociales

Le déplacement à droite du centre de gravité politique de l'Assemblée Nationale ne reflète pas un affaïssement des luttes sociales en cours depuis 1973. Les conditions dans lesquelles le Parlement a été dissous en janvier le confirment.

La classe politique de Bangkok sait qu'il lui faut apporter quelques remèdes à la crise agraire qui frappe durement la paysannerie thaïlandaise, de plus en plus dépossédée de la terre. Les gouvernements Sanya et Kukrit ont tenté de très timides réformes. Mais leur application s'est faite au profit des intermédiaires ou des propriétaires fonciers, quand elle n'a pas été bloquée. En décembre, Kukrit Pramroj, alors Premier Ministre, décide d'une importante hausse du prix du riz, spécialement importante en ce qui concerne les prix des magasins d'Etat où il était vendu beaucoup moins cher que sur le marché libre. Il s'agit officiellement de favoriser le fermier dont le revenu est extrêmement bas par rapport à celui du travailleur urbain. La gauche rétorque que cette mesure servira essentiellement les minotiers (qui transforment le paddy (2) en "riz blanc"), les intermédiaires et les grands propriétaires fonciers, et que par contre elle touchera durement une population urbaine pauvre, pour qui les achats de riz représentent souvent plus de 50 % du revenu mensuel. Le 2 janvier la Fédération de l'Union du Travail de Thaïlande, soutenue par le NSCT étudiant (Centre National des Etudiants Thaïlandais) appelle à la grève générale pour le maintien des prix antérieurs et la poursuite d'une aide financière aux fermiers. Le 5, dix mille grévistes manifestent. L'opposition parlementaire menace alors de censurer le gouvernement; Kukrit remanie ce dernier puis dissout l'Assemblée le 12, après avoir accepté les revendications portées par la grève générale.

Or la FLUT (Fédération de l'Union du Travail de Thaïlande) est un syndicat rompu à la collaboration avec le Département d'Etat aux Affaires Sociales : sa base se situe dans le secteur public, ultra-collaborationniste. Cette fois-ci les travailleurs des entreprises publiques sont descendus dans la rue. La pression sociale conjointe, rurale et urbaine, est elle aussi une donnée actuellement permanente de la vie politique thaïlandaise.

Des expériences nouvelles de luttes ouvrières s'accumulent, parfois très avancées. C'est notamment le cas dans le textile, où les syndicats "réformistes" et "radicaux" se disputent l'influence parmi un jeune prolétariat essentiellement féminin. En mai 1975 déjà, une grève très dure, avec occupation et piquets d'auto-défense face aux attaques des polices patronales et officielles, avait eu lieu à la "Standard Garment". Elle avait été victorieuse.

Cette fois-ci, ce sont les ouvrières de l'entreprise "Hara" qui ont engagé une longue lutte avec occupation. Après des négociations infructueuses, elles débaptisent l'entreprise et remettent en route la production à leur propre compte. Leur premier stock est envoyé aux

paysans du Nord et du Nord-Est victimes d'une vague de froid, en signe de solidarité. Puis elles organisent la vente, sur le marché, et à un prix très bas : un blue-jeans qui valait auparavant 190 baths est maintenant vendu pour 50 baths. Malgré cela, les ouvrières gagnent beaucoup plus qu'auparavant. L'expérience est très éducative quant à la surexploitation à laquelle le prolétariat thaïlandais est soumis.

D'autres mouvements ont eu lieu cette année : trois mines d'étain, produisant 27 % du minerai thaïlandais et appartenant à l'"Anglo-Oriental Co." ont été paralysées; deux "Gunny Bag Factories" (fabriques de sacs), à Bangkok et en province, sont entrées en grève, rassemblant dans la lutte 5.000 travailleurs, pour les salaires, les conditions de travail et contre la privatisation de l'usine de la capitale; les docks de Bangkok ont eux aussi été complètement paralysés. La campagne électorale n'aura pas interrompu les luttes sociales !

Mais si la grève des ouvrières de l'entreprise textile "Hara" montre les progrès extraordinaires accomplis en deux années, du point de vue des luttes sociales, elle confirme aussi la faiblesse du mouvement d'ensemble. Les ripostes centrales ont du mal à s'organiser. Certes, la solidarité étudiante s'affirme régulièrement : des meetings communs et des cours ont été réalisés avec l'aide des militants du NSCT. Mais quand l'annonce de l'intervention policière prochaine a été faite, la manifestation organisée devant la maison du Premier Ministre n'a pas suffi. L'usine a été réoccupée par les forces de l'ordre. En 1975 déjà, l'une des grèves les plus longues de Bangkok, celle du "Dusit Thani Hotel", avait été brisée par la faute des difficultés rencontrées dans l'élargissement de la riposte (voir "Inprecor" N° 38).

La tension sociale rurale et urbaine se double des luttes des minorités ethniques et religieuses. Dans les provinces méridionales du pays, la situation s'est brusquement dégradée. La population y est à 80 % musulmane. Mais la minorité bouddhiste tient le haut du pavé : l'administration, la police et l'armée. En novembre 75, des "marines" en opération "contre-subversive" assassinent 5 villageois. Le gouverneur tente d'étouffer l'affaire. Pendant 45 jours plusieurs milliers de musulmans occupent la mosquée centrale de Pattani, avant d'obtenir gain de cause : arrestation des coupables, déplacement du gouverneur, venue de Kukrit... La tension reste très vive entre les deux communautés, et la droite bouddhiste, liée à l'administration, devient plus active.

C'est à cette montée des luttes de classes et des luttes des minorités que veut répondre, avant tout, l'offensive de la droite militaire. Mais elle n'a pas actuellement les moyens de briser brutalement cette mobilisation sociale. Il lui faut composer, d'autant plus que le poids de la révolution indochinoise victorieuse reste très grand.

"US go home!"

La situation géo-politique de la Thaïlande continue en effet de dominer la vie politique thaïlandaise ainsi que les choix américains. La Thaïlande est, à la fois l'avant-poste des positions occidentales face aux développements de la révolution asiatique, et le pays où l'écho social et politique de la victoire indochinoise est le plus immédiat.

Alors que les luttes de classes prennent bien souvent le pas, lors des conflits ouvriers ou paysans, sur toute autre considération, à la veille des élections du 4 avril, la présence des forces américaines est redevenue la question de l'heure. C'était en effet le 20 mars que les derniers GI's devaient avoir quitté la Thaïlande, selon des accords passés avec le Gouvernement Kukrit après son investiture. Or, peu avant la date fatidique, il restait plus de 4.000 hommes et le haut-commandement militaire thaï faisait savoir qu'un contingent de 3.500 soldats resterait indéfiniment. Une épreuve de force s'engageait alors. Le Gouvernement faisait savoir ses conditions : retrait effectif des troupes et contrôle de toutes les installations américaines. L'ambassade refusait et réclamait le statut diplomatique pour le personnel américain des diverses bases. Kukrit répliquait : "Nous devons décider : voulons-nous 4.000 ambassadeurs américains en Thaïlande ?" (FEER du 2.4.76). Il passait un accord avec le mouvement étudiant. Des manifestations étaient annoncées pour le 20. Le "Front Uni contre l'Impérialisme Communiste" menaçait de contre-manifester. L'armée était mise en état d'alerte. L'ambassade US traduisait complaisamment un communiqué d'un "People's Action Center of Thailand" ("Centre d'Action Populaire de Thaïlande"), qui "exposait" un soi-disant plan du Parti Communiste Thaïlandais visant à la prise du pouvoir. Le coup d'Etat semblait en cours quand, brusquement, Washington reculait : d'ici au 20 juillet, les troupes seraient parties, 270 "conseillers" resteraient, les installations passeraient sous la juridiction gouvernementale.

L'abandon du complexe des bases thaïlandaises est gênant à plus d'un titre, mais les USA ont très probablement déjà prévu un redéploiement régional : les bases militaires et aériennes vers la Corée du Sud, le Japon, les Philippines (Clark Field et Subic Base), Guam, les Marianes; le centre de radio-communication de U-Tapao (relais entre Diego Garcia et les Philippines) ainsi que la base navale de Sattahip vers Singapour ou l'Indonésie. Il reste à replacer la base électronique Ramasun (écoute radio), la station sismologique de Chiang Mai de l'aviation US, la station de satellites du Kuh Hua. La couverture nucléaire de la région peut être assurée, en plus des bases insulaires, par la 7^e Flotte, ou même par l'Australie.

Néanmoins, vu l'importance stratégique de la Thaïlande et l'exemple donné qui peut trouver un écho demain aux Philippines ou au Japon, les USA ne démantèlent leur réseau que de mauvaise grâce. S'il le font, c'est qu'ils y sont obligés. Ils ne peuvent se laisser engluier dans une nouvelle confrontation sur le continent et la pression indochinoise, comme celle du mouvement de masse, est trop forte pour être ignorée. Le nouveau gouvernement peut certes remettre en cause les décisions du précédent, mais ce serait apparaître immédiatement comme l'instrument des USA. Pour rester en Thaïlande (via les "conseillers" et les liens entre la hiérarchie militaire et le Pentagone), Washington devra probablement accepter ce relatif retrait.

Même dans cette hypothèse, la Thaïlande restera une base d'agression contre l'Indochine. C'est de Bangkok que le Molinak (un soi-disant "Mouvement de Libération Khmer") fait connaître son existence. C'est dans le Nord et le Nord-Est que sont constitués les commandos qui organisent attentats et sabotages au Laos. C'est en Thaïlande qu'est regroupé l'essentiel des réfugiés indochinois et c'est de là qu'est lancée la campagne de dénigrement anti-communiste internationale. Les Vietnamiens ne s'y trompent pas, qui viennent de réitérer leur mise en garde. La question anti-impérialiste restera l'une des clefs des luttes de masse en Thaïlande.

Préparer un "coup constitutionnel"

Les dernières élections législatives peuvent laisser espérer à la bourgeoisie thaïlandaise un minimum de stabilité politique temporaire. La perspective d'un éventuel coup d'Etat militaire est en conséquence reportée. Mais une politique de réformes sociales profondes - que ce soit le fait d'un gouvernement "civil" ou d'un groupe d'officiers - semble très difficile, vu le poids de la bourgeoisie foncière, l'intéressement direct de la hiérarchie militaire aux entreprises impérialistes, les liens entre le commandement suprême militaire et le Pentagone, l'importance des trafics (dont celui de la drogue) et la pression communiste. En conséquence, le problème du coup d'Etat reste pendant. D'autant plus que les mouvements sociaux mûrissent lentement et que le PCT connaît un renforcement progressif.

Plusieurs engagements armés ont eu lieu lors de la campagne électorale. La guérilla verrait ses forces croître à un rythme d'environ 15 à 20 % par an. Les chiffres absolus des partisans du PCT varient beaucoup suivant les sources. Anders Tandrup, dans le "Far Eastern Economic Review" du 27. 2. 76 tente une estimation en partant des trois catégories de villages définies par le PC (village de combat contrôlé à 80 % par le PC, village en expansion comprenant de 50 à 60 % de partisans, village de contact où l'influence du PC touche moins de 50 % des habitants) et des chiffres

avancés par les services gouvernementaux ou spéciaux. Il avance l'hypothèse de 10.000 guérilleros et d'un million de partisans organisés (sur une population de 42 millions d'habitants). L'implantation du PCT reste évidemment très inégalement répartie suivant les régions, le Nord-Est étant sa zone d'influence maximale, et le Centre sa zone d'influence la plus faible. Mais c'est dans le Nord-Est que le retrait américain risque d'avoir les conséquences sociales les plus immédiates (chômage), et l'audience du PCT a indéniablement crû à Bangkok parmi les éléments radicaux.

L'impérialisme n'a pas surmonté son dilemme : attendre et laisser de nouvelles forces révolutionnaires s'organiser, précipiter un "coup" et jeter dans les bras du PCT nombre de militants qui lui sont encore politiquement éloignés. Il est probable, dans ce contexte, que les services américains et le commandement militaire thaïlandais tentent à l'heure actuelle de réunir les conditions d'un "coup d'Etat militaire constitutionnel" qui, sans remettre en cause une politique étrangère de détente par rapport à la Chine, permette de gouverner par décrets et de renforcer l'appareil de répression.

La menace du "coup" à été affirmée à diverses reprises. Lors du départ de Kukrit à la conférence de l'ASEAN (Association des Nations du Sud-Est Asiatique), une tentative aurait eu lieu de la part des jeunes officiers. Le général Boonchai Bamrunghong, commandant en chef de l'Armée, a "avoué" qu'il existe un groupe d'officiers "mécontent de l'indécision du gouvernement, qui sent qu'il doit entreprendre quelque chose" (FEER du 27. 2. 76). En mars, un "cocktail-party" d'un genre particulier s'est tenu à Bangkok. Le haut-commandement militaire était l'invité de l'amiral Sa-Ngad Chalawoo, chef des trois armes. Ce dernier y aurait déclaré que les militaires "joueront leur rôle si la Gauche commence à bouger", qu'ils savent attendre : "Je vous avertirai quand le moment sera venu" ("The Voice of the Nation" du 14. 3. 76).

La dissolution de l'Assemblée Nationale était souhaitée par les militaires. La crise du gouvernement Kukrit rendait possible la formation d'une coalition "à gauche". Ils peuvent espérer que la nouvelle équipe aura de meilleurs moyens pour gouverner "à droite". Dans ces conditions, le coup d'Etat peut être le décret de la loi martiale, avec l'appui moral du Roi (qui a déjà accusé le Vietnam de perpétrer une "agression directe contre le pays" - FEER du 2. 1. 76), le consentement du Parti Démocrate et Seni Pramroj et le soutien américain.

Notes : (1) Le Parti Démocrate était le seul parti d'opposition sous l'ancienne dictature et son dirigeant a longtemps bénéficié d'une réputation de probité.

(2) paddy : riz non décortiqué

BOLIVIE

LA LUTTE POLITIQUE ET SOCIALE S'AIGUISE

Luis ROCA C.

L'année 1976 a commencé dans un climat politique tendu. En 1975, les problèmes économiques et sociaux qui se posaient aux masses s'étaient aggravés. Bien que celles-ci eussent fait d'importants pas en avant dans leur lutte contre les décrets du 9 novembre - qui avaient ordonné la dissolution des syndicats et le blocage des salaires - elles manquaient encore d'une direction qui centralise leurs forces et leurs luttes. La conscience générale des travailleurs exprimait une opposition, une révolte, néanmoins sans cohésion nationale et même pas sectorielle. Dès lors, les explosions de protestation qui éclataient restèrent fragmentées, isolées, et ne purent donc atteindre leurs objectifs. Cependant, en fin 75, se manifesta une forte tendance des masses : pour redonner vie aux organes syndicaux dissous par le gouvernement, pour défendre le pouvoir d'achat des salaires attaqué par l'inflation, et pour contenir la répression et exiger la libération des prisonniers et le retour des exilés. Deux facteurs aggravèrent la tension politique : le refus méprisant du gouvernement face à la revendication d'amnistie, et l'attitude capitulante de Banzer lors des négociations avec le Chili concernant l'ouverture du corridor vers le Pacifique.

Dans ces conditions se déchainèrent deux conflits qui mobilisèrent d'importants secteurs des masses et qui se transformèrent en une véritable épreuve de force à l'échelle nationale : celui de l'usine Manaco et celui des universités. Pour la première fois, la dictature fut confrontée à une réelle mobilisation des masses, qui s'étendait et s'approfondissait constamment. Ebranlée par l'ampleur des conflits, elle se vit obligée de céder. Dans les deux cas, l'épreuve de force, déboucha successivement sur une victoire des masses.

Le conflit de Manaco

Cette usine de chaussures est une filiale du trust anglais qui opère en Amérique Latine sous l'appellation de "Bata". Elle s'est ins-

tallée en Bolivie il y a 35 ans, développant sans cesse ses investissements, et provoquant la faillite de petites entreprises (Plus Ultra, Zamora, Tardio, etc.). Pendant le gouvernement du MNR (1), la Manaco s'est introduite dans les mines nationalisées, bénéficiant d'une sorte de monopole. Outre le contrôle quasi-absolu du marché intérieur, cette usine s'est spécialisée dans la fabrication de chaussures de luxe pour l'exportation, spécialement vers l'Europe, profitant du bas prix de la matière première et de la main-d'oeuvre bon marché.

Parallèlement à l'extension de cette entreprise, et au pouvoir qu'elle acquérait à l'intérieur du pays, un prolétariat combatif se développait en son sein. Bien que peu nombreux - un peu plus de 1000 travailleurs -, ce dernier avait cependant une conscience politique révolutionnaire claire. On peut comparer la fonction de ces travailleurs au sein du prolétariat industriel à celle des travailleurs de Siglo XX Catavi parmi les mineurs. Lors de la destruction des organisations ouvrières par la dictature, au moins d'août 1971, les travailleurs de Manaco se transformèrent en un bastion avancé de la défense des intérêts et droits du prolétariat. Avec une ténacité et un courage exemplaires, ils se sont opposés aux mesures du patronat et du gouvernement qui brisaient les revendications des travailleurs de l'industrie. La direction de l'entreprise s'est plainte du fait que pendant cette période les ouvriers de Manaco engagèrent 17 grèves. C'est ainsi que Manaco acquit une place d'avant-garde parmi le prolétariat industriel. Alors qu'ils gagnaient la sympathie des masses laborieuses, ils déclenchaient la haine des militaires fascistes, de la bourgeoisie exploiteuse et de l'impérialisme. Cette coalition crût que le moment était venu de mater, d'abattre et de détruire ce noyau avancé du prolétariat industriel, lorsqu'il y eût un problème dans un des secteurs de l'industrie.

Le patronat avait décidé d'introduire des "réformes" dans l'entreprise, pour augmenter

la production, aggravant ainsi les conditions de travail. La résistance à ces changements commença dans les ateliers de tailleurs, dans le Cercle 423. Là, 60 machines fonctionnaient et l'entreprise en enleva 10; ainsi le rythme de travail s'accrût en relation avec celui des machines, afin de réaliser la même production qu'antérieurement. Les ouvriers disaient : "De cette manière nous n'avons même pas le temps d'éponger notre sueur et nous sommes plus épuisés qu'auparavant." Ils demandèrent de revenir au système de travail précédent, mais l'entreprise refusa. L'intention du patronat était claire : augmenter la production avec le même nombre d'ouvriers et le même salaire, mais en réduisant les moyens techniques. Les ouvriers n'acceptèrent pas ces mesures de surexploitation, et c'est ainsi que commença le conflit.

Le 13 janvier, le Cercle 423 entre en grève. Quatre jours après, la totalité de l'usine commence une grève de solidarité. Ensuite, les événements se déroulent à une vitesse extraordinaire. La vitesse à laquelle s'est approfondi le conflit est due à la politique de répression de l'entreprise et du gouvernement. Quelques heures après, les autorités du travail ont déclaré la grève illégale et ont donné un délai de 24 heures pour reprendre le travail. Une fois le délai écoulé, l'entreprise a licencié 820 ouvriers, leur déniaient toute indemnité sociale que la loi prévoit pour les cas de licenciement sans délai.

L'entreprise prétendait écraser les travailleurs, leur enlevant toute possibilité matérielle de survie. Elle voulait profiter du conflit pour renouveler environ 80 % de son personnel, considéré comme trop combatif. Cette procédure, dans l'histoire syndicale bolivienne, est comparable à celle décrétée en 1947 par le gouvernement de Enrique Herzog, dont le cabinet de l'Unité Nationale a autorisé le licenciement de 5000 mineurs de Siglo XX Catavi. Ces derniers avaient eu l'audace de former leurs propres syndicats et de se confronter au pouvoir de la Patino Mines Co. Ce cabinet de l'Unité Nationale était formé par les représentants de l'oligarchie et du parti stalinien de l'époque, le PIR (2). Ce parti, qui développait une ligne de collaboration de classe et défendait la théorie de "la révolution par étapes", selon le concept stalinien, coopère aujourd'hui avec la dictature-gorille de Banzer.

Mais les temps ont changé, et malgré la présence des gorilles fascistes au pouvoir, la résistance à de pareilles mesures a fait boule de neige. Autour de ce conflit, dont les causes paraissaient simples et banales, le pays vibra et les forces sociales se polarisèrent. Les fédérations d'Entrepreneurs Privés appuyèrent la direction de l'entreprise et menèrent une campagne de propagande et d'intimidation dans la presse et à la radio.

Ensuite, la police politique et la 7ème division de l'armée se mobilisèrent pour mettre à la raison les travailleurs de Manaco. Les ouvriers de Manaco résistèrent à l'attaque en s'appuyant sur la solidarité paysanne, ouvrière et universitaire.



le dictateur Banzer

La réponse prolétarienne fut rapide, décisive. Les mineurs de Siglo XX Catavi firent des arrêts de travail et demandèrent à la Fédération Minière de décréter une grève de 24 heures. Elle eût lieu le lundi 26 janvier et elle entraîna 45.000 travailleurs des mines nationalisées, privées et des coopératives minières. Des motions de solidarité du mouvement paysan clandestin furent apportées aux travailleurs de Manaco. Les mineurs de Siglo XX Catavi, lors de manifestations virulentes et combatives, décidèrent de verser 10 pesos boliviens par tête afin de soutenir les ouvriers de Manaco. La FSTMB (Fédération Syndicale des Travailleurs Mineurs de Bolivie) décida d'intervenir et de fermer tous les points de vente de chaussures que Manaco possède dans les mines, déclarant le boycott. Simultanément 20.000 étudiants de La Paz et de Cochabamba rejoignirent la grève de 24 heures. Il faut également ajouter que le conflit de Manaco eût un impact sur les secteurs les plus contrôlés par la dictature, tels que les manufactures de La Paz. Les délégués nommés par le gouvernement furent chassés et des comités de base surgirent dans des usines plus grandes que Manaco, telles Soligno, Said, Fateja, Plasmar, Inmetal, Plastic. Les travailleurs de la construction et des arts graphiques, jusqu'alors inactifs, ont pris l'initiative d'organiser une assemblée de travail des trois secteurs (ouvriers, paysans et étudiants) pour analyser la grève de Manaco et pour lancer une campagne de solidarité.

Les travailleurs, les paysans et les étudiants ont compris que le conflit dépassait les limites de Manaco et devenait une épreuve de force entre les masses d'une part, et le patronat et le gouvernement d'autre part. Ayant saisi cela, ils ont engagé la lutte. Manaco voulut renforcer la répression en faisant appel à l'armée. Mais le gouvernement eût peur et hésita. Le patronat de Manaco joua sa dernière carte et déclara le lock-out total. La nuit du 26 janvier, il a fait connaître son désir de fermer l'usine et de la transplanter; cette manoeuvre, au lieu d'intimider les ouvriers, a exacerbé le conflit et eût de nouvelles conséquences. La Fédération d'Entrepreneurs Privés de la ville de Santa Cruz demanda à Manaco de s'implanter dans cette ville; elle lui offrit des garanties et des assurances politiques, en plus des avantages économiques. Ainsi s'est réveillé un vieux problème régionaliste qui va au-delà des rapports Capital-Travail et qui concerne d'autres secteurs de la population.

La réponse des travailleurs ne s'est pas faite attendre : "Que les entrepreneurs sortent de l'usine, les installations resteront, pas même une vis sera déplacée !" La nationalisation de Manaco et la création d'une coopérative furent réclamées avec l'appui de larges couches populaires. La direction de l'entreprise avait été trop loin ! La bourgeoisie et sa dictature ont eu peur. Elles ont vu le danger que la situation ne leur échappe complètement. Ainsi, l'offensive anti-ouvrière commença à s'effriter. Le 27 janvier le patronat capitule et annule les licenciements massifs. Les ouvriers retournent à leur travail sans qu'aucune sanction ne soit prise, si ce n'est pour treize d'entre eux, que la direction de Manaco accuse d'être des agitateurs et des extrémistes. Une commission mixte (patronat-ouvriers-gouvernement) est nommée pour étudier cette situation. Finalement, le 29 janvier l'accord définitif est conclu, résolvant favorablement le cas des treize, qui dans la réalité constituent la direction de fait des travailleurs de Manaco. L'entreprise a donc aussi échoué dans sa dernière tentative de détruire ce noyau dirigeant.

La lutte a été dure. La dictature a employé tous les moyens : elle arrêta des militants, elle persécuta les travailleurs, elle dénonça un prétendu "complot subversif", elle fit intervenir la 7ème division de l'armée. Le Ministre du Travail s'est même déplacé à Cochabamba et a rejoint le "commando" militaire-policier-patronal qui se réunissait de façon permanente et suivait pas à pas l'évolution du conflit. Malgré toutes ces manoeuvres, la grève de près de 70.000 travailleurs et étudiants fut déterminante. La menace de mobilisations encore plus grandes, avec la participation d'autres forces ouvrières et populaires a conduit la dictature et le patronat à capituler pour éviter une explosion politique et sociale encore plus violente.

Dans l'usine de Manaco les travailleurs maintiennent leurs positions. Cependant, quelque chose a changé à Manaco et à l'échelle nationale. L'esprit combatif des masses s'est développé; la conscience qu'il est possible de gagner une bataille contre la dictature existe aujourd'hui. Même si la COB (Centrale Ouvrière Bolivienne) ne fonctionne pas en tant que direction nationale centralisatrice, les mobilisations se sont unifiées autour de Manaco. Ceci montre que la force, l'esprit de lutte, la volonté d'unité existent à la base. La décision de prendre en main les syndicats et de les faire fonctionner malgré les décrets du 9 novembre 1974 existent. Les luttes futures intégreront cette riche expérience.

La lutte dans les universités

Les universités du pays n'ont pas pu être soumises par la dictature, bien que, après le triomphe des gorilles en 1971, le corps enseignant et étudiant ait été épuré. Après une année de fermeture, elles ont été réouvertes avec une nouvelle structure : l'autonomie universitaire est supprimée, les autorités administratives, le corps enseignant et les directions étudiantes sont nommés directement par le gouvernement. Mais une fois le nouveau système universitaire mis en place, la résistance n'a pas tardé à s'exprimer et la lutte pour récupérer les conquêtes perdues a démarré. Cependant, ce processus ne fut ni automatique ni général. Il a commencé peu à peu dans une faculté, dans une autre, puis dans une université... Les premières luttes furent isolées; elles ont logiquement posé le problème du droit des étudiants à élire directement leur direction. Ces objectifs paraissaient quelquefois confus, sans ordre de priorité. C'est à la fin de 1975 que le mouvement étudiant engage des mobilisations plus importantes, d'ensemble, contre la Loi Universitaire. Cependant, aucune coordination à l'échelle nationale n'existait. La maturation politique atteint son point le plus élevé à La Paz et à Cochabamba.

Le conflit de Manaco eût un retentissement extraordinaire parmi les étudiants. Ils furent frappés par la force du mouvement de masse et se sont considérés partie prenante de sa lutte. Avec le triomphe du prolétariat de Manaco, les étudiants ont pris confiance et se sont lancés dans une bataille frontale, coordonnée à l'échelle nationale. La lutte étudiante s'affirma donc dans la continuité des luttes ouvrières.

Deux jours après l'accord définitif du conflit de Manaco, 1.700 étudiants de la Faculté d'Architecture de l'université de La Paz (UMSA) se mettent en grève. Ils dénoncent les arrestations et décident de reconnaître le Comité Inter-Facultés comme direction étudiante centrale de toute l'Université. Ils

exigent la démission des professeurs et des assistants qui ne sont pas passés par le "concours des mérites" et "l'examen de compétence". Les autorités universitaires et le Ministre de l'Intérieur qualifient de subversive l'agitation estudiantine; ils affirment que le complot pour renverser le gouvernement a commencé avec Manaco. Ils saisissent ce prétexte pour emprisonner 6 dirigeants étudiants. Le colonel Miguel Ayoroa Montano est de même accusé de conspiration. Tous sont déportés vers le Paraguay le 5 février. Enfin, les autorités menacent de fermer l'Université si le climat d'agitation persiste. A partir de ce moment la situation s'est aggravée. La nuit du 5 février, l'Université de La Paz est encerclée et une assemblée est dissoute par les commandos de la police. Cent étudiants sont arrêtés, puis libérés, "après une saine réflexion", selon les paroles mêmes du ministre de l'Intérieur; en réalité, après avoir été identifiés et fichés. Le lendemain, il y a de nouveaux heurts; les étudiants ont opté pour des grèves échelonnées par facultés; le mouvement trouve une cohésion et se donne une plate-forme. Le 7 février, le Comité Inter-Facultés appelle les autorités de la UMSA pour débattre des revendications suivantes :

- la libération de tous les prisonniers étudiants
- le retour des exilés
- la garantie de fonctionnement des organes étudiants
- l'assurance d'une réglementation professionnelle effective (contre le clientélisme)
- la baisse des prix dans le restaurant universitaire.

Les étudiants descendent dans la rue avec ces mots d'ordre. Le 9 février, les étudiants de la faculté de Médecine déclarent la grève pendant 24 heures et dressent deux barricades, bloquant l'avenue Saavedra, qui se trouve à deux pas de l'Etat-Major des forces armées. Les facultés de Génie Civil et de Sociologie se joignent à la grève. Le conflit s'étend de La Paz à Cochabamba et ensuite à Sucre, où se déroulent des grèves de protestation contre la répression et de solidarité avec La Paz. L'Université Catholique Bolivienne se joint à la grève. Son dirigeant est arrêté le 10 février.

Le CNES (Conseil National de l'Education Supérieure), dont le président est le stalinien du PIR Mario Rolon Anala, veut manoeuvrer. Il déclare accepter le dialogue, mais prétend choisir les représentants universitaires. Le Comité Inter-Facultés refuse cette supercherie et accepte "un dialogue honnête avec ses représentants".

A Cochabamba, le conflit a des conséquences intéressantes. Le centre d'étudiants de la faculté de Droit effectue une enquête parmi les étudiants de cette faculté. Le résultat

en est le suivant :

- 92,85 % des étudiants rejettent le système d'enseignement actuel imposé par la dictature à travers le CNES;
- 4,65 % sont d'accord avec le dit système;
- 2,48 % ne répondent pas.

Les professeurs de Droit répondent à cette enquête par une grève illimitée et exigent des procès et des mesures disciplinaires contre les dirigeants étudiants. Le 12 février, à La Paz, après une assemblée, les étudiants sortent dans la rue. Dans l'Avenue du 16 Juillet, ils sont attaqués par les forces de police, avec des chiens, des matraques, des voitures blindées. Une grève de 48 heures est proclamée. Face à une situation qui s'aggrave de plus en plus, les autorités déclarent qu'elles sont prêtes à dialoguer avec le Comité Inter-Facultés, mais en considérant ses membres comme de simples étudiants et non pas comme la direction de la lutte. Le mardi 17 février, la violence s'accroît. Il y a de nouvelles confrontations autour de l'Université de La Paz; à 12 h 30, les étudiants bloquent avec des barricades l'avenue Villazon et ils sont violemment réprimés. La police n'est pas assez nombreuse; on amène alors des troupes spécialisées de l'armée, habillées en civil, qui frappent les étudiants avec des chaînes, des matraques et des casse-têtes. A 19 h, les étudiants se rassemblent à nouveau et des affrontements de plus en plus violents avec la police se répètent. Le mercredi 18 février se déroulent de nouveaux heurts sanglants et des mobilisations. La police tire, les étudiants ripostent avec des cocktails molotov. L'Université de La Paz est fermée; deux cent trente étudiants - parmi lesquels 40 d'entre eux sont encore en prison - sont arrêtés. Pendant ce temps, une Assemblée nationale des directions universitaires s'est réunie à Cochabamba. Cette assemblée veut unifier la lutte à l'échelle nationale. Elle donne un délai de 48 heures pour ouvrir le dialogue avec le CNES. Les discussions ne se feront plus au niveau régional, elles se feront désormais avec les autorités nationales : une fois le délai de 48 heures passé, les 9 universités entrèrent en grève illimitée. Les étudiants demandent la médiation de l'Eglise, de la presse et de la radio. Banzer dénonce l'existence d'un complot dirigé par l'ex-président J. J. Torrez et par le major Ruben Sanchez; il affirme que le gouvernement n'acceptera aucune médiation. La fermeture de l'UMSA entraîne des grèves de protestation pendant 48 heures dans les universités de Oruro, Potosi, Sucre. L'Université Catholique Bolivienne, après une assemblée, "invite les étudiants de la UMSA à assister aux cours dans ses locaux pendant la durée de la fermeture de leur université". Elle donne ensuite un délai pour la réouverture de l'UMSA; dans le cas contraire, elle décidera des mesures à prendre.

En même temps, la Fédération des Mineurs appelle à la grève générale pour soutenir les étudiants et accuse le gouvernement d'être incapable de résoudre le problème étudiant parce qu'il fait appel à la violence répressive. Sa résolution se conclut ainsi :

1. Décréter une grève de protestation de 24 heures dans tous les districts du secteur minier du pays à partir de 7 heures, le 21 février;
2. Condamner fermement la fermeture de l'UMSA;
3. Appuyer la démarche de la presse et de la radio pour la reprise des pourparlers visant à la résolution du problème;
4. Exiger la libération immédiate de tous les étudiants arrêtés."



Les paysans appuient également les étudiants. Les Centrales Paysannes des provinces de Omasuyos, Los Andes, Ingavi, Camacho, condamnent le gouvernement et proclament dans un document spécial que : "Les forces vives et représentatives du pays doivent être prêtes à donner leur appui aux étudiants qui luttent pour la défense des droits et des libertés dans l'enseignement et dans le travail professionnel". Elles dénie toute autorité à la Confédération Paysanne contrôlée par le gouvernement, car celle-ci ne comprend pas de paysans en son sein. Enfin, elles attaquent l'impôt unique agricole. La "Confédération Nationale des Professions Libérales" et la Conférence Episcopale condamnent également la fermeture de l'UMSA. Le gouvernement répond à tout cela par une répression accrue. L'Université de Potosi est fermée. Plusieurs étudiants et militaires opposés au régime (le colonel Raul Lopez Leyton et José Patino Ayoroa, ancien ministre de l'Urbanisme sous Banzer) sont accusés de complot et sont déportés vers le Chili. On accuse la droite et la gauche de s'unir pour conspirer. Le géné-

ral Juan Ayoroa Ayoroa n'a pas pu être arrêté et on le met publiquement en demeure de quitter le pays. Le conflit est arrivé à son point le plus critique. Trois mille étudiants de Cochabamba font la grève de la faim; l'armée intervient et les disperse. Une partie d'entre eux occupe alors la cathédrale et poursuit la grève. Les étudiants de l'Université Catholique entreprennent également une grève de la faim et s'installent dans l'Archevêché de La Paz. L'usine de Manaco déclare une grève de 24 heures. La Fédération des Mineurs sort un nouveau document et annonce de nouvelles mesures de solidarité avec les étudiants. C'est le 26 février. Le lendemain le gouvernement commence à céder. Le CNES consulte au travers de la radio les autorités des 9 universités et pose à nouveau le problème du dialogue; Le gouvernement l'y autorise. Le Ministère de l'Intérieur et le CNES commencent à céder face à l'Université Catholique et se mettent d'accord avec elle pour terminer la grève de l'Archevêché. Les propositions sont les suivantes :

1. Les étudiants de l'UCB seront libérés immédiatement.
2. Rapidement, jusqu'au premier mars, le Ministère de l'Intérieur examinera cas par cas le statut des étudiants arrêtés et s'engage à libérer ceux qui ne sont pas mêlés à des vagues de violence.
3. Le Ministère de l'Intérieur passera les dossiers des étudiants qui ne seront pas libérés à la justice ordinaire.
4. Le CNES garantira l'ouverture du dialogue, qui débutera le lundi 1er mars.

Le gouvernement commence à capituler, il le fait devant l'Eglise et non pas devant les étudiants, mais cela revient au même. Le front officiel se dissout. La nuit du 27 février, 53 étudiants sont libérés. Il ne reste plus que 7 accusés "d'extrémisme", qui seront livrés à la justice ordinaire. Mais bien que le dialogue commence le 1er mars, l'accord final n'est pas encore passé. Le gouvernement résiste et s'oppose à l'accord. Les représentants étudiants et les membres du CNES discutent de façon très dure. Le point critique concerne la libération des étudiants. Le 4 mars, les négociations sont rompues et le conflit repart. Un important groupe d'étudiants de l'Université de La Paz arrive à l'Archevêché et engage à nouveau une grève de la faim. Les mineurs de Siglo XX Catavi se mettent en grève pendant trois jours et la fédération des mineurs réaffirme son appui inconditionnel aux étudiants. Elle menace d'engager une mobilisation à l'échelle nationale. L'attitude ferme du prolétariat minier balaye les dernières résistances du gouvernement. Le dialogue reprend le lendemain et, finalement, le 6 mars, le conflit universitaire se termine. L'accord passé est le suivant :

1. Le CNES s'engage à entreprendre les démarches pour obtenir la libération des étudiants, ceci dans un délai inférieur à 15 jours.

Il promet également de négocier avec le ministre de l'Intérieur le retour des étudiants bannis.

2. Le processus de démocratisation des directions étudiantes dans toutes les universités du pays commencera avec l'élection et le renouvellement des Centres d'Etudiants des Métiers et des Facultés, à partir du mois de juin de l'année en cours, la remise des locaux, des biens et la libération des fonds des organisations étudiantes, sans les imposer avec effet rétroactif est assurée.

3. Les autorités (Ministère de l'Education et CNES) garantissent le fonctionnement des représentations étudiantes.

4. La prorogation du second semestre 1975-76, dans les universités de La Paz, Cochabamba et Potosí s'étendra jusqu'au 19 avril.

5. Le début du 1er semestre est fixé au 3 mai dans les dites universités.

6. Tous les enseignants nommés provisoirement doivent se soumettre au "contrôle des mérites" et des "compétences"; la participation des étudiants à la vérification du déroulement de ces examens est admise. Les réformes du règlement de l'enseignement seront formulées par une commission formée par des enseignants, des étudiants et le CNES; elles devront être approuvées par le CONUB (Congrès National des Universités Boliviennes).

7. Le maintien des écoles polytechniques et des facultés de Lettres et de Pédagogie à l'intérieur de la structure de l'université bolivienne est garanti; les instituts techniques y seront aussi intégrés.

8. La participation étudiante au Département social des universités est accordée.

9. La décision prise par le CNES et la Conférence des Recteurs, en décembre 1975 d'attribuer 2 % du budget universitaire à l'Université Catholique de Bolivie doit être ratifiée par les étudiants.

Cet accord est signé par 21 délégués étudiants, ainsi que par le président du CNES et ses 6 membres votants.

Les 7 étudiants arrêtés passent devant la justice ordinaire et sont libérés peu après par le Juge. La question des étudiants exilés reste encore sans réponse. La lutte pour leur retour se continue et elle sera véritablement relancée à la rentrée, à partir des expériences accumulées dernièrement.

Contre-offensive gouvernementale

Alors que ces conflits se terminent par la mise en échec de l'Etat, la dictature réorganise ses forces. Elle intensifie la répression des organisations révolutionnaires, particulièrement du POR Combate, de l'ELN et du MIR. Plusieurs militants de ces partis ont



été arrêtés, leurs maisons et appartements furent saccagés et on les a transformés en lieu d'incarcération et de torture. Des avertissements passèrent dans la presse, interdisant de louer des maisons aux opposants de gauche, sous menace de subir les mêmes poursuites. La campagne contre les dirigeants révolutionnaires, par la radio, la presse et les affiches, s'est intensifiée; des primes récompensant la délation furent offertes. A l'intérieur de ses propres rangs, la dictature doit faire l'ordre, car les conflits de Manaco et des étudiants ont eu un grand impact. Pendant les confrontations, le secteur institutionnatisé de l'armée et quelques hauts officiers furent emprisonnés. Pour atténuer l'influence de ce secteur, une Assemblée de Commandants des grandes et petites unités militaires de tout le pays fut convoquée. A cette occasion, le Haut Commandement, Banzer et ses ministres se sont efforcés d'expliquer leurs projets et leur orientation politique. Après trois jours de délibérations secrètes, ils ont obtenus l'appui des Forces Armées au gouvernement. Cependant, sur la question de l'accès à l'océan, se manifestent déjà des signes de désaccord: les chefs militaires reconnais-

sent que l'on n'arrivera pas à un accord définitif avec le Chili, sans une consultation populaire. Il est évident qu'au sein des Forces Armées, il y a des contradictions, et que des oppositions surgissent constamment. La mobilisation des masses et la défaite du gouvernement ont sans aucun doute exacerbé ces tensions.

En dernier lieu, pour tenter de limiter l'expression de son isolement social, la dictature a organisé des "concentrations populaires spontanées". Elles ont commencé dans son bastion, Santa Cruz ; ensuite, elles ont eu lieu à Ucurena (Cochabamba), centre paysan où la réforme agraire a été signée en 1953, puis à La Paz. Elles se sont déroulées dans toutes les capitales départementales. Sous la menace, furent mobilisés les employés du secteur public, les vendeurs des marchés, ainsi que les fonctionnaires des Forces Armées. Les "masses" ont été transportées d'un endroit à un autre par train, par camion et par autobus. Ces manifestations "d'appui spontané" coûtent très cher. Mais le gouvernement a besoin de mettre sur pied ces manifestations pour maintenir une image de marque à l'extérieur. Pour calmer l'impatience des mécontents à l'intérieur de l'armée, il doit faire la démonstration de sa "force". Mais ces manifestations sont si artificielles et fragiles, qu'elles ne supportent même pas une pluie légère ! Ainsi, à La Paz, Banzer a dû, par la force des choses, faire ses discours devant ses gardes du corps, car le "peuple" qu'il avait rassemblé ne voulait pas se mouiller ! Ceci ne veut pas dire que la dictature soit au bord de la chute ; elle possède encore une marge de manœuvre assez large. Elle reçoit beaucoup d'argent de l'impérialisme et de ses institutions, sous la forme de prêts et de dons, ce qui lui permet de financer de nombreux investissements publics, particulièrement les routes et l'habitat. Mais, surtout, elle peut maintenir son énorme appareil répressif. La faiblesse de la direction révolutionnaire, qui a besoin de temps pour se remettre des coups reçus, est un facteur qui prolonge la vie de la dictature.

Bilan et perspectives

Les conflits de Manaco et de l'Université expriment une nouvelle étape dans la maturité politique des masses boliviennes. L'échec de la dictature face à ces mobilisations renforce la confiance des masses dans leur propre force. Néanmoins, il y a encore beaucoup de chemin à faire. La maturité politique est fort inégale ; des secteurs sont à l'avant-garde, mais d'autres n'arrivent pas encore à rompre avec le contrôle du gouvernement. Les premiers doivent s'adresser aux seconds pour développer leur combativité. La lutte s'est déjà initiée pour assurer le fonctionnement d'un mouvement syndical, avec des directions élues démocratiquement, pour redonner vie à la COB et aux autres centrales syndicales nationales.

Cette mobilisation pour imposer à la dictature le respect des libertés démocratiques des masses, constitue la tâche primordiale. Cependant, cette lutte est liée au combat pour les autres conquêtes sociales et économiques, spécialement la suppression du blocage des salaires et la défense du niveau de vie des masses. Ces deux revendications font en effet partie de la lutte pour le renversement de la dictature.

Le point le plus faible, outre l'inégalité de la maturation politique, reste le problème de l'unité du mouvement ouvrier, des organisations et partis de gauche. Ceci seul pourrait éviter le développement de luttes fragmentées, ayant des objectifs différents. La réanimation du mouvement des travailleurs des mines, qui a surmonté dernièrement l'obstacle du manque de coordination nationale, doit être mis à profit comme point de départ qui permette de surmonter les faiblesses observées jusqu'alors.

C'est dans cette direction que les marxistes-révolutionnaires doivent travailler. Le prochain congrès des mineurs, qui se tiendra à Corocoro au début du mois de mai, doit tendre à dépasser les limites propres au secteur minier, pour poser l'ensemble des problèmes des masses et du pays. Ainsi, il peut offrir une issue, une perspective et armer politiquement tout le peuple, de façon à unifier les forces pour renverser la dictature et les mener sur le chemin du socialisme. C'est pour cela qu'il doit être un "petit congrès" des masses boliviennes.

Tout au long des deux mobilisations, celle de Manaco et celle des étudiants, la victoire apparut possible dans la mesure où le conflit s'est élargi et où des forces nouvelles ont rejoint la lutte. Il faut assimiler les méthodes utilisées pour étendre un conflit initialement local et pour le populariser, afin de gagner l'appui des autres secteurs ouvriers et étudiants. De même, l'objectif prioritaire des étudiants doit être de faire connaître leurs problèmes universitaires, pour qu'ils soient discutés par les masses ouvrières, afin d'obtenir leur soutien. Les prochaines expériences décisives seront fournies par un mouvement de masse plus centralisé, avec une direction unique et un programme commun qui intègre les conflits partiels et leur offre un débouché sur le plan du pouvoir. Les marxistes-révolutionnaires doivent se préparer à cette tâche, en s'intégrant au mouvement de masse et en agissant comme son avant-garde.

31. 3. 76

Notes :

- (1) MNR : Movimiento Nacionalista Revolucionario. Mouvement Nationaliste Révolutionnaire, dont le dirigeant le plus connu fut Victor Paz Estenssoro, qui gouverna le pays de 1952 à 1964
- (2) PIR : Partido Izquierda Revolucionaria. Parti de la Gauche Révolutionnaire. Formation petite-bourgeoise surgie dans les années 40 et dominée par des éléments staliniens.

ISRAËL

LES ARABES SOUS L'OCCUPATION

Michel WARSHAWSKY

Mars 1976 : En Cisjordanie occupée - 4 morts ; mars 1976 : dans les territoires sous domination israélienne depuis 1948 - 6 morts.

Pour la première fois depuis 1969, les forces d'occupation israéliennes ont été confrontées en Cisjordanie à des manifestations de masse et ont dû ouvrir le feu. Pour la première fois depuis 1948 la population arabe-palestinienne sous domination israélienne s'est soulevée en masse contre la politique gouvernementale et s'est confrontée aux forces de l'ordre qui ont dû ouvrir le feu. Officiellement, il y a eu des deux côtés de la "ligne verte" (les anciennes frontières de 1967) 10 tués, en fait certainement plus. Le sang versé par les forces sionistes a scellé à nouveau l'unité de la lutte du peuple palestinien, par-delà les frontières que la colonisation et l'expulsion sionistes ont tracé au sein du peuple palestinien. Le mois de mars 1976 représente un tournant dans les rapports entre l'Etat sioniste et la population palestinienne sous sa domination, un tournant aussi dans les relations entre les différentes composantes du peuple arabe-palestinien.

En Cisjordanie

La guerre d'Octobre 73 ouvrait une nouvelle situation dans les territoires occupés par Israël en Juin 67. La première résistance qui suivait immédiatement l'occupation de Juin 67, a pu être réduite par l'arrestation et l'expulsion de tous les principaux dirigeants politiques des Palestiniens en Cisjordanie et une politique de répression féroce contre toute forme de résistance civile et d'opposition à l'occupation israélienne. Contrairement à la bande de Gaza, où effectivement la première vague de résistance dura jusqu'en 1971, la Cisjordanie a pu être "intégrée" grâce à la répression, une certaine intégration économique et l'existence d'une couche de notables prêts à collaborer plus ou moins ouvertement avec les forces d'occupation. Depuis 1969, si de nombreux Palestiniens de Cisjordanie continuaient à militer dans les rangs des organisations de résistance, on peut dire que d'une façon générale le calme régnait

dans cette partie des territoires occupés. La situation commençait à changer quand la guerre d'Octobre éclata.

Un tournant important fut pris par la constitution du Front National Palestinien. Bien qu'encadré et dirigé par le Parti Communiste palestinien, ce Front National Palestinien (Organisation civile de l'OLP en Cisjordanie), donnait pour la première fois une direction politique à la population palestinienne de Cisjordanie dans sa résistance civile à l'occupation israélienne. De tout temps, le Parti Communiste a été la seule force capable de représenter et d'organiser la population soumise à l'occupation israélienne. Quand il s'appelait encore Parti Communiste Jordanien jusqu'en 1972, il s'était totalement discrédité par son refus de soutenir la résistance armée palestinienne et a fortiori d'y participer, et aussi par son soutien au Roi Hussein de Jordanie contre toute solution palestinienne. Malgré tout, ses cadres continuaient à maintenir une certaine influence dans les organisations de masse clandestines, son journal, "El Watan", continuait à paraître régulièrement. C'est le changement d'attitude de l'URSS à l'égard de la Résistance Palestinienne qui a permis au Parti Communiste Jordanien, devenu entre-temps le Parti Communiste Palestinien (ce qui entrainera une scission dans ses rangs), d'adopter une nouvelle ligne politique. Il abandonna son soutien au Roi Hussein et y substitua son soutien au projet de constitution de l'Etat palestinien, ainsi qu'à l'OLP, et surtout à ses éléments les plus clairement capitulationnistes.

L'OLP était intéressée à soutenir le Front National Palestinien et son impact au sein de la population de Cisjordanie occupée, plus facile pour elle que de mettre sur pied une organisation de masse civile. De fait, le FNP est aujourd'hui l'aile non-armée de l'OLP en Cisjordanie. Son existence va permettre à l'OLP de diriger un mouvement de masse civil dans les territoires occupés, surtout après la guerre d'Octobre. Les victoires diplomatiques de l'OLP et la mise à l'ordre du jour du Projet de l'Etat palestinien en Cisjordanie vont donner un nouvel élan aux luttes des masses des territoires occupés par Israël en 1967, luttes souvent menées et dirigées par une nouvelle génération de militants, souvent lycéens, ayant grandi sous l'occupation israélienne et étant arrivée à l'âge politique aux alentours de la guerre d'Octobre. Cette nouvelle génération n'a pas connu la vague de répression féroce de l'après-67 ; elle se mobilise par contre au moment des victoires politiques des Etats arabes et de l'OLP contre l'Etat d'Israël.

C'est dans le cadre de ces mobilisations d'après Octobre 73 qu'il faut situer la dernière vague de manifestations qui s'est produite en Cisjordanie occupée.

Le fait même que les manifestations aient débuté conséquemment à la réunion du Conseil de Sécurité sur la question palestinienne prouve à quel point les mobilisations dans les terri-

toires occupés sont liées aux offensives diplomatiques de l'OLP. Mais c'est la décision d'un juge de paix de Jérusalem, autorisant les Juifs à prier sur l'esplanade de la mosquée d'El Aqsa qui a littéralement provoqué un soulèvement dans toutes les villes de Cisjordanie; à cette provocation il faut ajouter les élections municipales que les forces d'occupation sionistes ont annoncé pour la mi-avril. Pour la première fois des forces politiques liées à l'OLP, et en premier lieu le FNP, ont appelé à participer aux élections et ont présenté leurs propres candidats, souvent des prisonniers politiques récemment libérés par les forces d'occupation.

Ce que les manifestations du mois de mars ont eu de particulier, c'est d'une part le caractère prolongé de la mobilisation - elle a été quasi permanente pendant plus d'un mois - et la violence des confrontations avec les forces de l'ordre. Contrairement aux vagues de manifestations précédentes, les dernières manifestations ne se sont pas dispersées dès que les troupes israéliennes apparaissaient; elle firent front, et souvent contre-attaquaient avec beaucoup de détermination : des véhicules militaires incendiés, des barricades, etc. Plus d'une fois on a pu voir les soldats israéliens fuir devant une demi-douzaine de lycéens armés de pierres et de bâtons !

La riposte israélienne a été à la mesure de la radicalisation des jeunes Palestiniens : pour la première fois depuis 69, les forces d'occupation ont ouvert le feu sur les manifestants, faisant plusieurs morts. Des centaines d'arrestations, des amendes allant jusqu'à 8.000 L. I., et un traitement brutal sans précédent pour qui-conque se trouvait aux mains de la police et de l'armée. Mais la brutalité de la répression n'a eu aucun effet réel sur les mobilisations; au contraire, elle a renforcé le militantisme des manifestants, étendu la révolte aux villes encore calmes et obligé la plupart des conseils municipaux de Cisjordanie de démissionner, ce qui a remis en question l'efficacité, douteuse en tout état de cause, des élections prévues. Il est évident que si le gouvernement se décide à maintenir les élections à la date prévue, celles-ci se dérouleront sous le signe des dernières mobilisations, et les candidats d'opposition - à moins qu'ils ne soient exilés, comme cela a été le cas pour deux candidats connus pour leurs sympathies au FNP - risquent de balayer les modérés, et ce malgré les truquages, la répression et l'intervention permanente des autorités d'occupation dans la campagne électorale (interdiction de propagande "politique", intimidations de tout genre ...). (1)

Il n'est pas exagéré de définir ce qui s'est passé ces dernières semaines dans les territoires occupés comme une révolte civile généralisée, même si celle-ci ne peut, dans un proche avenir, aboutir à un retrait, même partiel, des forces israéliennes. La mobilisation des masses palestiniennes de Cisjordanie reste étroitement dépendante des victoires politiques, militaires et diplomatiques de la résistance palestinienne

hors des frontières de l'occupation sioniste et n'a pas de perspectives indépendantes. Toujours est-il que même dans ces limites, le mouvement de résistance civile a atteint un point de non-retour : dans les territoires occupés en Juin 67, la population palestinienne a prouvé qu'elle ne resterait pas passive face à la continuation de l'occupation et qu'au contraire elle avait réussi à puiser de nouvelles forces dans les victoires diplomatiques de l'OLP.

La population palestinienne

Les rescapés du processus d'expulsion mené par le mouvement colonial sioniste, cette petite partie du peuple arabe-palestinien restée sous domination sioniste après 1848, ont été pendant plus de 20 ans complètement isolés du mouvement national arabe et des forces vives du peuple arabe-palestinien. Même si leur situation économique était meilleure que celle des réfugiés, les Palestiniens restés sous domination israélienne ont été ceux sur lesquels les défaites de 1937 puis de 1948 ont eu l'impact le plus long. Ceci était dû avant tout à l'isolement par rapport aux centres actifs de la révolution arabe et, d'autre part, à la répression violente exercée par le pouvoir sioniste contre la minorité palestinienne sous sa domination.

La situation allait changer avec la guerre de 67 et l'occupation du reste de la Palestine par l'Etat sioniste. L'isolement allait être brisé, et ceci au moment même où le mouvement de libération national palestinien connaît un nouvel essor avec l'apparition de la résistance armée palestinienne. Parallèlement, une nouvelle génération de militants apparaît au sein de la population palestinienne d'Israël, qui est née après la défaite de 1948, n'a pas subi directement les coups de la répression sioniste des années 50 et 60, et atteint sa maturation politique alors que pour la première fois depuis des décennies existe un mouvement de libération palestinien autonome.

De nombreux signes vont confirmer ce profond changement au sein de la population palestinienne d'Israël, de la jeune génération surtout : le mouvement des jeunes Druzes contre leur mobilisation dans l'armée israélienne; l'apparition de listes locales dans certains villages, indépendantes des clans familiaux et diffusant une idéologie politique nationaliste militante; l'apparition d'unions d'étudiants arabes dans toutes les universités, leur coordination nationale et leurs prises de positions de plus en plus radicales; les résultats électoraux, toujours plus favorables au PC, seule force d'opposition face aux partis gouvernementaux.

Mais c'est surtout après la guerre d'Octobre que va s'accroître ce que la presse sioniste a appelé la "palestinisation" des Arabes d'Israël. C'est cette fois à une échelle de masse que les Palestiniens d'Israël se définiront comme partie prenante de la question

palestinienne et du mouvement national palestinien; la sympathie par rapport à la Résistance palestinienne devient de plus en plus déclarée, et la compréhension de leurs problèmes comme un problème national et non plus seulement comme une question de discrimination au sein de la société israélienne. Pour la première fois aussi, les débats qui traversent le mouvement de la Résistance ont un impact, déformé certes, dans la population palestinienne d'Israël.

Pendant plus de 48 heures, des dizaines de milliers de jeunes Palestiniens se sont confrontés aux forces de l'ordre sionistes, organisant des manifestations, construisant des barricades et attaquant sans arrêt les forces de police envoyées en masse dans les villes et villages arabes d'Israël. Les menaces des autorités israéliennes et des collaborateurs arabes n'ont pu empêcher la grève; elles ont par contre redoublé la combativité des Palestiniens. Des villages considérés comme calmes ont été le théâtre de confrontations sanglantes, et les assassinats commis par les forces sionistes n'ont fait que durcir davantage les manifestants.

La riposte massive et militante aux dernières spoliations de terres ne peut être saisie que sur la base de l'évolution de la conscience nationale de la population palestinienne telle que nous venons de la décrire. Certes, le nouveau plan de "judaisation de la Galilée" a été, par ses dimensions mêmes, une cause suffisante pour provoquer une mobilisation massive: jamais depuis 1948-1951 une telle quantité de terres ne s'est vue confisquée d'un seul coup; presque aucun village de Galilée n'a été épargné, y compris ceux connus pour leurs bons rapports avec l'Etat sioniste. La raison de cette attaque brutale doit être trouvée dans la situation politique à laquelle Israël est confronté: l'éventualité d'une division de la Palestine en un Etat palestinien et un Etat juif, exige la "dépaletinisation" de certains territoires où une forte concentration arabe risquerait de légitimer l'attachement au nouvel Etat palestinien. En ce sens là, les dernières expropriations sont étroitement liées au plan de l'Etat palestinien. La lutte des Palestiniens se trouvant du côté occidental de la "ligne verte" est elle aussi une nouvelle composante de la solution de l'Etat palestinien, un nouvel obstacle sur la voie de la réalisation du plan impérialiste.

Par cette mobilisation massive et militante, les Palestiniens d'Israël ont réintégré le camp de la lutte palestinienne de libération nationale. Pour eux, la situation ne sera jamais plus comme auparavant: qui a vu des policiers israéliens se rendre, les mains levées, à un "commando" de quatre jeunes lycéens armés de pierres ne sera plus intimidé par les menaces des agents du Shin Beith (police secrète israélienne) et des assignations à résidence.

Le Parti Communiste

A en croire la presse israélienne, les mobilisations du "Jour de la Terre" n'ont été qu'une vaste manifestation du Parti Communiste israélien, qui aurait déclaré, sous l'impulsion de l'OLP, l'insurrection des masses palestiniennes. Une telle explication n'est pas étonnante de la part de commentateurs bourgeois pour qui l'histoire n'est que manipulations et coups montés par des appareils. Mais il reste à répondre à la question: quel a été le rôle du PC dans les dernières mobilisations?

Le Parti Communiste israélien (Raka'h) a été depuis la création de l'Etat d'Israël le seul parti politique dont les positions non-sionistes lui permettaient de se présenter devant les masses palestiniennes comme un parti d'opposition au pouvoir sioniste; de ce fait, le PC est devenu le parti à travers lequel s'exprimait la conscience nationale de la population palestinienne d'Israël. Personne ne peut nier le fait que pendant plus de 25 années il a été le porte-parole et le défenseur des intérêts immédiats de la population palestinienne d'Israël. Il était donc prévisible et normal que face aux nouvelles expropriations de terres arabes, le PC se trouve à la tête d'une campagne de protestation.

Cette campagne, le PC a tenté de la mener en collaboration avec des partis et des personnalités sionistes de gauche, ainsi qu'avec des notables arabes dont les liens avec les autorités sionistes étaient connus de tous. Il a de même tenté de limiter la campagne à des meetings restreints et des envois de délégations de notables aux autorités. Mais son plan a échoué: sous la pression du gouvernement, les notables de droite quittaient la campagne à laquelle ils avaient été forcés de participer sous la pression de leurs électeurs; sous la pression de sa base, le PC était forcé d'entreprendre des actions de plus en plus massives. Certes, après la désertion des notables, le PC a tenté de justifier certains reculs (annulation de la manifestation centrale à Jérusalem) et a tout fait pour réduire le "Jour de la Terre" à un simple arrêt de travail. Mais une fois le processus lancé, il n'a pu que cautionner des actions qui souvent se sont déroulées sans lui et sans son accord.

Les véritables problèmes vont se poser pour le PC, après la grève générale. Non pas parce qu'il risque d'être mis hors la loi, comme le veulent certains députés d'extrême-droite, le gouvernement étant tout à fait conscient du rôle modérateur qu'il remplit au sein de la population palestinienne. Le problème qui se pose pour le PC est un problème politique: pour l'immense majorité de la population palestinienne il est perçu comme celui qui a dirigé la grève générale du 30 mars, et celle-ci attend de lui qu'il initie de nouvelles actions radicales.

Or pour le PC il n'en est pas question : son projet politique reste celui d'un front de la paix avec les forces sionistes modérées, et il cherche toujours encore à gagner sa "légitimité" aux yeux des masses juives sionistes. C'est pourquoi il fera tout pour montrer sa responsabilité et son patriotisme israélien. Le PC va donc être confronté à des pressions contradictoires, phénomène classique du mouvement stalinien en Palestine qui s'est divisé maintes fois en deux, précisément sur la question nationale. Ces tensions sont d'autant moins inévitables que la mobilisation des Palestiniens d'Israël a provoqué une vague de solidarité sans précédent dans les territoires occupés en 67 et dans les pays arabes, ce qui va obliger les dirigeants de l'OLP à prendre en considération les droits des Palestiniens d'Israël dans tout compromis avec Israël, rendant d'autant plus improbable un tel compromis; quant au PC, il reste le défenseur le plus résolu de la solution de l'Etat palestinien, dans laquelle il n'y a aucune place pour les Palestiniens d'Israël que le PC considère comme des citoyens de l'Etat juif qui doivent lutter pour une réelle égalité. Il y a là une contradiction flagrante entre la ligne politique du PC qui reconnaît l'existence de l'Etat d'Israël et la conscience grandissante de sa base d'appartenir au peuple palestinien et de lutter pour recouvrer ses droits nationaux avec l'ensemble du peuple palestinien. Il faut donc s'attendre à des ruptures importantes au sein du PC, surtout dans la mesure où une alternative révolutionnaire se dessine au sein de la population palestinienne d'Israël.

L'extrême-gauche

Pour la première fois depuis de nombreuses années, le PC n'a pas une hégémonie absolue sur la mobilisation des masses palestiniennes au sein de l'Etat d'Israël. Dans les villages de Tiran, de Um el Fa'hem et bien d'autres encore, ses dirigeants ont été rapidement débordés par de jeunes militants souvent influencés par la Ligue Communiste Révolutionnaire (IV Internationale) (2). A Shfar'am et à Kafr Yassif les dirigeants du Comité National pour la défense des terres arabes ont été contraints de lire les messages de la LCR; à Tira et à Ta'fè de nombreux habitants rejetèrent le tract du Comité National et préférèrent distribuer celui de la LCR. Mais c'est surtout au sein de l'Union des Etudiants Arabes que la présence des marxistes-révolutionnaires se fait le plus sentir : après de nombreuses et âpres discussions avec les membres du PC, dominants à l'Université de Haïfa, la majorité décide de sortir un tract appelant à maintenir la manifestation à Jérusalem. Les délégués du PC se retirent, après avoir accusé le Matzpen et ceux qui refusaient de se plier au chantage du PC, d'aventurisme criminel.

Les étudiants arabes seront les seuls, avec les militants de la LCR, à organiser le "Jour de la Terre" dans les grandes villes à population juive, y compris une manifestation devant le Parlement, qui sera fortement réprimée. Ce seront souvent ces étudiants qui se trouveront aux premières lignes des confrontations avec les forces de l'ordre sionistes. A travers leur influence réelle au sein des étudiants arabes et par un travail d'agitation systématique dans la plupart des villages arabes, les communistes révolutionnaires du Matzpen Marxiste ont été la seule force organisée active pendant la préparation et le déroulement de la grève générale, à part, évidemment, le PC. L'écho de l'activité de la LCR, amplifié par une campagne de presse après l'arrestation de certains de ses militants, a fortement augmenté l'estime et l'audience des marxistes-révolutionnaires au sein de la population palestinienne; pour la première fois, la LCR n'apparaissait pas comme une organisation de Juifs anti-sionistes solidaires de la lutte des Palestiniens, mais bien comme une organisation qui est partie prenante de la lutte de la population palestinienne et implantée dans cette population.

Ceci est aujourd'hui d'autant plus important que des failles vont apparaître au sein du PC, comme nous l'avons vu plus haut, et que l'existence d'un pôle alternatif ayant une implantation minimum au sein de la population arabe d'Israël peut être le lieu de regroupement pour cette large avant-garde qui se détache empiriquement du PC. La ligne opportuniste du PC empêche celui-ci d'offrir une issue acceptable à la lutte nationale des Palestiniens habitant dans les frontières d'Israël. Seuls les marxistes-révolutionnaires, dans leur rejet total de l'Etat sioniste, ont une réponse cohérente à donner à la population palestinienne. Pour la première fois, ils ont aussi la possibilité de la mettre en pratique et d'organiser les meilleurs éléments de cette population, ceux-là mêmes qui ont été à l'avant-garde de la mobilisation du "Jour de la Terre". Pour eux aussi, la situation a radicalement changé, et ils feront tout pour être à la hauteur des nouvelles tâches que la situation exige d'eux.

Notes:

(1) Les élections se déroulèrent au moment prévu, après la rédaction de cet article. L'opposition obtint 148 sièges sur les 188 députés dans les 22 conseils municipaux. 63 conseillers pro-Husseïn se sont retirés des élections avant le vote, effrayés par la pression nationaliste de la population. Ce glissement à gauche était particulièrement significatif dans ce sens que les élections se déroulent selon la loi jordanienne, qui ne donne le droit de vote qu'à la condition d'être propriétaire.

(2) La Ligue Communiste Révolutionnaire est issue d'une scission de l'Organisation Socialiste Israélienne, un groupe antisioniste fondé dans les années 60. L'OSI était plus connue sous le nom de son journal, Matzpen, et la LCR est souvent appelée "Matzpen-Marxiste", nom de son organe actuel.

INDEX INPRECOR

numéros 25 à 49

| | numéro | | page | | numéro | | page |
|--|-----------|-------------|-------|---|-----------|------------|-------|
| ALLEMAGNE FEDERALE | | | | AUSTRALIE | | | |
| Volkswagen... Marche arrière - Werner Hülsberg | No 26, | 22 mai 75 | 17/20 | La chute du gouvernement travailliste | No 39, | 5 déc 75 | 28/29 |
| La reprise n'a pas encore commencé - Winfried Wolf | No 27/28, | 5 juin 75 | 22/27 | BANGLA DESH | | | |
| Les nôtres : Georg Jungclass, 1902-1975 - Pierre Franck | No 34, | 25 sept 75 | 30/31 | Le coup d'Etat, ses origines et ses conséquences - J. Hussein | No 33, | 11 sept 75 | 17/19 |
| Manifestation contre le chômage des jeunes | No 39, | 5 déc 75 | 30 | BELGIQUE | | | |
| La chasse aux sorcières en Allemagne Occidentale - A. Armand | No 43, | 5 fév 76 | 7/11 | Belgique | No 39, | 5 déc 75 | 31 |
| AMERIQUE CENTRALE | | | | BRESIL | | | |
| Mobilisation anti-impérialiste | No 36, | 23 oct 75 | 31 | Notes préliminaires sur la fin du miracle brésilien - J. McDonald | No 40/41, | 18 déc 75 | 56/57 |
| L'échec de l'"intégration" - Sara Benton | No 40/41, | 18 déc 75 | 49/55 | CHINE | | | |
| L'heure des définitions - G. Solorzano | No 45, | 4 mars 76 | 35/40 | La Chine... et la crise du monde capitaliste - Roland Lew | No 27/28, | 5 juin 75 | 44/50 |
| Vers une révolution socialiste (éditorial paru dans Revolución Socialista) | No 45, | 4 mars 76 | 39/40 | Du Chili au Portugal, nature et implications de la politique internationale de la Chine (A propos d'un texte de Lotta Continua) - L. Maitan | No 37, | 6 nov 75 | 10/15 |
| ANGOLA | | | | La crise actuelle - Gregg Benton | No 46, | 18 mars 76 | 9/12 |
| Dans le tourbillon de la révolution permanente - C. Gabriel | No 31, | 17 juill 75 | 19/28 | COLOMBIE | | | |
| Vers la guerre civile? - Gabriel | No 33, | 11 sept 75 | 20/26 | La manœuvre bourgeoise - Carlos Rodriguez | No 44, | 19 fév 76 | 24/29 |
| L'indépendance - Gabriel | No 38, | 20 nov 75 | 3/6 | COREE | | | |
| La guerre civile en Angola, déclaration du secrétariat unifié de la IVème Internationale | No 39, | 5 déc 75 | 32 | Le maillon faible | No 36, | 23 oct 75 | 20/25 |
| Un enjeu international - Gabriel | No 42, | 22 jan 76 | 16/19 | Le régime Park en crise - Ozuka | No 45, | 4 mars 76 | 44/48 |
| Résolution adoptée par le CEI de la IVème Internationale | No 46, | 18 mars 76 | 20/26 | CRISE POLITIQUE DU MONDE CAPITALISTE | | | |
| ARGENTINE | | | | La direction du monde capitaliste en désarroi - Pierre Frank | No 25, | 8 mai 75 | 5/9 |
| Villa Constitucion : 40 jours de lutte contre le gouvernement "populaire" - E. Rasin | No 26, | 22 mai 75 | 9/12 | CUBA | | | |
| L'économie argentine en 1974-75 | No 27/28, | 5 juin 75 | 40/43 | Un congrès de bilan - L. Maitan | No 46, | 18 mars 76 | 13/19 |
| Solidarité avec les victimes de la répression | No 29, | 19 juin 75 | 32 | DJIBOUTI | | | |
| Nouvelle percée ouvrière - Livio Maitan | No 31, | 17 juill 75 | 3/7 | Un avenir agité - C. Gabriel | No 45, | 4 mars 76 | 3/7 |
| 5 militants du PST assassinés ! | No 33, | 11 sept 75 | 2 | | | | |
| La bureaucratie syndicale et la crise - JP Beauvais | No 34, | 25 sept 75 | 24/28 | | | | |
| Solidarité avec le PST ! | No 34, | 25 sept 75 | 29 | | | | |
| Hommage à nos femmes martyres | No 36, | 23 oct 75 | 32 | | | | |
| Devant l'irrésistible naufrage du péronisme, la junte militaire tente de sauver le capitalisme - Lopez | No 49, | 15 avr 76 | 3/6 | | | | |

DOCUMENTS DE LA IVÈME INTERNATIONALE

| | | | |
|--|--------|-------------|-------|
| L'agonie du franquisme et les tâches de la révolution espagnole - résolution du SU de la IVème Internationale | No 29, | 19 juin 75 | 6/15 |
| Portugal : la situation pré-révolutionnaire mûrit - résolution du SU de la IVème Internationale | No 29, | 19 juin 75 | 18/28 |
| Inde : Terminer l'état d'urgence ! | No 31, | 17 juill 75 | 8 |
| Libérez tous les prisonniers politiques ! (Déclaration du SU) | No 31, | 17 juill 75 | 8 |
| Portugal : Déclaration du SU de la IVème Internationale sur l'accord unitaire du 25 août | No 33, | 11 sept 75 | 15/16 |
| La guerre civile en Angola, déclaration du SU de la IVème Internationale | No 39, | 5 déc 75 | 32 |
| Sahara : déclaration du SU de la IVème Internationale contre la répression du peuple Sahraoui par l'impérialisme | No 42, | 22 jan 76 | 31 |
| Timor Oriental : déclaration du SU de la IVème Internationale | No 43, | 5 fév 76 | 25/26 |
| Déclaration du CEI sur la mort de Frank Stagg | No 44, | 19 fév 76 | 32 |
| Portugal : Plénum du CEI de la IVème Internationale de février 1976. Thèses sur la révolution portugaise adoptées par le CEI | No 45, | 4 mars 76 | 15/34 |
| Angola : résolution adoptée par le CEI de la IVème Internationale | No 46, | 18 mars 76 | 20/26 |

EDITORIAUX

| | | | |
|---|--------|------------|-------|
| Argentine : Solidarité avec les victimes de la répression | No 29, | 19 juin 75 | 32/31 |
| Espagne : Non au franquisme sans Franco ! | No 37, | 6 nov 75 | 32 |
| "Rouge quotidien est là" | No 46, | 18 mars 76 | 32 |

EGYPTE

| | | | |
|---|--------|------------|-------|
| Les grèves ouvrières de janvier (interview d'un marxiste-révolutionnaire) | No 25, | 8 mai 75 | 19/21 |
| Arrestation de 20 militants révolutionnaires | No 33, | 11 sept 75 | 27/28 |
| Le rapport de "Al-Akhar" | No 33, | 11 sept 75 | 29 |
| Solidarité contre la répression | No 33, | 11 sept 75 | 30 |
| 5 militants encore emprisonnés | No 46, | 18 mars 76 | 8 |

ESPAGNE

| | | | |
|---|-----------|------------|-------|
| Lutte de masse et décomposition de la dictature. Interview de la LCR-ETA(VI) | No 26, | 22 mai 75 | 13/16 |
| La crise actuelle de l'économie espagnole - JP Vargas | No 27/28, | 5 juin 75 | 28/32 |
| A bas le procès contre Garmendia ! appel du Bureau Politique de la LCR-ETA (VI) | No 27/28, | 5 juin 75 | 62/63 |
| L'agonie du franquisme | No 29, | 19 juin 75 | 3/17 |
| Appel pour la grève du 11 juin - Coordinatrice d'Euskadi des Commissions Ouvrières | No 29, | 19 juin 75 | 3/17 |
| L'agonie du franquisme et les tâches de la révolution espagnole - résolution du SU de la IVème Internationale | No 29, | 19 juin 75 | 3/17 |
| Pour le boycott des élections syndicales ! | No 29, | 19 juin 75 | 3/17 |
| Appel commun de la LCR-ETA(VI) et de la LC | No 29, | 19 juin 75 | 3/17 |
| Pays basque : La journée de lutte du 11 juin | No 30, | 3 juill 75 | 31/32 |

| | | | |
|--|-----------|------------|-------|
| Les prisonniers politiques appellent à la solidarité avec Otzaguï et Garmendia ! | No 32, | 31 juil 75 | 32 |
| Une passe difficile - P Rops | No 33, | 11 sept 75 | 3/6 |
| Euskadi : Sauvons la vie de Otzaguï et Garmendia ! | No 33, | 11 sept 75 | 3/6 |
| Déclaration de la LCR-ETA(VI) | No 34, | 25 sept 75 | 3/5 |
| Vers le renversement de la dictature sanguinaire | No 34, | 25 sept 75 | 3/5 |
| Interview d'un membre du BP de la LCR-ETA(VI) | No 34, | 25 sept 75 | 3/5 |
| Appel unitaire à la grève générale en Euskadi | No 34, | 25 sept 75 | 9/11 |
| Lettre ouverte aux organisations ouvrières | No 34, | 25 sept 75 | 9/11 |
| Après l'assassinat de 5 militants | No 35, | 9 oct 75 | 3/6 |
| Un revirement brutal - P Rops | No 35, | 9 oct 75 | 3/6 |
| Les réactions de la bourgeoisie internationale | No 35, | 9 oct 75 | 3/6 |
| La solidarité internationale | No 35, | 9 oct 75 | 3/6 |
| L'isolement : interview d'un militant du BP de la LCR-ETA(VI) | No 36, | 23 oct 75 | 8/12 |
| Solidarité internationale (suite) | No 36, | 23 oct 75 | 8/12 |
| Non au franquisme sans Franco ! | No 37, | 6 nov 75 | 32 |
| Le dictateur est mort... mort à la dictature ! | No 39, | 5 déc 75 | 3/4 |
| Ouvrons les portes des prisons franquistes | No 39, | 5 déc 75 | 3/4 |
| La récession et la crise de l'économie espagnole - P Garcia | No 40/41, | 18 déc 75 | 17/21 |
| La montée du mouvement de masse | No 42, | 22 jan 76 | 3/8 |
| Pampelune : Préparer la lutte | No 42, | 22 jan 76 | 3/8 |
| Le gouvernement le plus faible de la dictature - résolution du CC de la Liga Comunista | No 43, | 5 fév 76 | 12 |
| Leur programme et le nôtre | No 44, | 19 fév 76 | 3/9 |
| Après Vitoria : "Nous n'oublierons pas" - M Saura | No 46, | 18 mars 76 | 3/7 |
| Le gouvernement Arias agonise - A Martínez | No 47/48, | 1 avr 76 | 3/6 |
| Résolution de la Liga Comunista | No 47/48, | 1 avr 76 | 3/6 |
| Liberté pour Sabin Arana ! | No 47/48, | 1 avr 76 | 48 |
| Communiqué de la LCR-ETA(VI) | No 49, | 15 avr 76 | 14/16 |
| Déclaration de la "Coordination Démocratique" | No 49, | 15 avr 76 | 14/16 |

FINLANDE

| | | | |
|------------------------|--------|-----------|----|
| La crise s'approfondit | No 36, | 23 oct 75 | 16 |
|------------------------|--------|-----------|----|

FRANCE

| | | | |
|---|-----------|------------|-------|
| Le creux de la vague - S Lampion et H Valentin | No 27/28, | 5 juin 75 | 18/22 |
| Pour un quotidien communiste révolutionnaire, tous à Paris les 18 et 19 octobre ! | No 34, | 25 sept 75 | 32 |
| La Fête Rouge | No 37, | 6 nov 75 | 31 |
| Une reprise probable sur un fond de crise - P Salama et A Lind | No 40/41, | 18 déc 75 | 37/42 |
| L'offensive du pouvoir contre le mouvement des soldats - P Rops | No 42, | 22 jan 76 | 24/30 |
| Le PCF et la crise du capitalisme | No 42, | 22 jan 76 | 24/30 |
| Les travailleurs l'arme au pied - J Renaud | No 45, | 4 mars 76 | 8/14 |
| Après les élections cantonales | No 49, | 15 avr 76 | 22/29 |
| Résolution du CC de la LCR des 3 et 4 avril 1976 | No 49, | 15 avr 76 | 22/29 |

GRANDE - BRETAGNE

| | | | |
|---|-----------|-------------|-------|
| Le gouvernement Wilson s'attaque aux salaires - Brian Heron | No 31, | 17 juill 75 | 12/18 |
| Le congrès du Parti Travailleiste appuie la réduction du salaire réel | No 36, | 23 oct 75 | 13/15 |
| Au bord du gouffre - A Jones | No 40/41, | 18 déc 75 | 27/36 |

Manifestation de solidarité avec les prisonniers politiques indiens

No 43, 5 fév 76 32

GRECE

Grèce No 39, 5 déc 75 31

HONGRIE

Le congrès du parti communiste hongrois. Réforme dans la réforme - Tibor Sereti

No 26, 22 mai 75 27/30

INDE

Terminer l'état d'urgence, libérez tous les prisonniers politiques ! Déclaration du SU de la IVème Internationale

No 31, 17 juill 75 8

No 31, 17 juill 75 8

Notes sur l'arrière-fond des mesures autoritaires d'Indira Gandhi Oû va l'Inde - S Bhagat

No 31, 17 juill 75 8

No 32, 31 juill 75 16/25

Manifestation de solidarité avec les prisonniers politiques indiens

No 43, 5 fév 76 32

INDOCHINE

La défaite impérialiste au Vietnam - Ses causes, son sens et ses conséquences historiques - Ernest Mandel

No 32, 31 juill 75 16/25

IRLANDE

Déclaration du CEI de la IVème Internationale sur la mort de Frank Stagg

No 44, 19 fév 76 32

Le gouvernement de Dublin accroît son arsenal répressif - S McDonogh

No 45, 4 mars 76 41/43

ISLANDE

Grève générale des femmes No 37, 6 nov 75 2

ISRAEL

Déclaration commune des trois organisations révolutionnaires

No 42, 22 jan 76 32/31

Antisionisme et antisémitisme - Nathan Weinstock

No 44, 19 fév 76 30/31

L'arrière-plan de la révolte arabe - Jon Rothschild

No 49, 15 avr 76 22/29

ITALIE

14ème congrès du PCI : Idéologie et Politique du compromis historique - Livio Maitan

No 25, 8 mai 75 15/19

Après le vote du 15 juin - Préparer les luttes de l'automne - Livio Maitan

No 30, 3 juill 75 3/13

Economie italienne - Le mythe de la reprise - E Salvini

No 30, 3 juill 75 3/13

Economie politique et luttes de classes - Ettore Salvini

No 40/41, 18 déc 75 43/49

La chute du gouvernement : une nouvelle étape de la crise italienne - Livio Maitan

No 42, 22 jan 76 12/15

Les nôtres : Ettore Salvini 1938-76

No 49, 15 avr 76 32

JAPON

La deuxième conférence de la jeunesse asiatique

No 36, 23 oct 75 26/27

LIBAN

La chute du gouvernement militaire - S Jaber

No 29, 19 juin 75 29/30

La guerre civile - G Vergeat

No 38, 20 nov 75 7/10

La guerre civile : un bilan - Jaber

No 47/48, 1 avr 76 11/22

LIBERATION DES FEMMES

Islande : Grève générale des femmes

No 37, 6 nov 75 2

Avortement : Une lutte internationale - J Heinen

No 39, 5 déc 75 12/19

MALAISIE

Confrontation et répression - Paul Petitjean

No 37, 6 nov 75 10/15

MEXIQUE

Tournée de meetings de E Mandel

No 35, 9 oct 75 32

Le successeur de Echeverria : un ami de l'impérialisme et de la bourgeoisie mexicaine - A Rios

No 37, 6 nov 75 7/9

Vague de répression

No 37, 6 nov 75 7/9

200.000 travailleurs manifestent

No 43, 5 fév 76 30

MONDE ARABE

Paix provisoire et capitulation permanente - Jon Rothschild

No 34, 25 sept 75 16/23

Sahara : Au-delà de la marche verte - P Rops

No 38, 20 nov 75 11/13

Déclaration du SU de la IVème Internationale contre la répression du peuple Sahraoui par l'impérialisme

No 42, 22 jan 76 31

PANAMA

Mobilisation anti-impérialiste L'heure des définitions - G Solorzano

No 36, 23 oct 75 31

No 45, 4 mars 76 35/40

PARTIS COMMUNISTES - EUROPE OCCIDENTALE

Quelques conséquences de la montée révolutionnaire des masses sur les Partis communistes et les Partis socialistes d'Europe Occidentale - Pierre Frank

No 31, 17 juill 75 29/32

PCI-PCF : une nouvelle carte du néo-réformisme - L Maitan

No 39, 5 déc 75 20/24

Le PCF et la crise du capitalisme

No 42, 22 jan 76 27/30

PARTIS COMMUNISTES - AMERIQUE LATINE

Conférence des PC d'Amérique Latine - L'apologie de la défaite - P Rojas

No 38, 20 nov 75 29/32

PAYS-BAS

Derrière la révolte des Sud-Moluquois - Nathan Weinstock

No 43, 5 fév 76 27/29

PEROU

La crise du gouvernement militaire - Guillermo Lima

No 32, 31 juill 75 26/31

PORTUGAL

Après les élections - déclaration de la LCI

No 25, 8 mai 75 12/14

| | numéro | | page |
|--|-----------|-------------|-------|
| La campagne de la LCI | No 25, | 8 mai 75 | 2 |
| La situation pré-révolutionnaire mûrit - Résolution du SU de la IVème Internationale | No 29, | 19 juin 75 | 18/28 |
| Pour la généralisation des Conseils Ouvriers - déclaration de la LCI | No 30, | 3 juill 75 | 28/30 |
| La crise, toujours la crise - C Michaloux | No 32, | 31 juill 75 | 3/8 |
| Contre le capital et la réaction - Unité prolétarienne ! Déclaration du CE de la LCI | No 32, | 31 juill 75 | 9/10 |
| Les deux camps se radicalisent - A Udry | No 33, | 11 sept 75 | 7/14 |
| L'accord unitaire | No 33, | 11 sept 75 | 14/15 |
| Déclaration du SU de la IVème Internationale | No 33, | 11 sept 75 | 15/16 |
| Un gouvernement d'ordre - A Udry | No 34, | 25 sept 75 | 13/15 |
| C Michaloux | No 35, | 9 oct 75 | 12/16 |
| Interview d'un soldat du SUV | No 35, | 9 oct 75 | 17 |
| Manifeste du SUV | No 35, | 9 oct 75 | 18 |
| Appel du SUV aux travailleurs et soldats d'Europe | No 35, | 9 oct 75 | 19/23 |
| Une armée qui dit non ! - A Udry | No 35, | 9 oct 75 | 24/29 |
| C Michaloux | No 35, | 9 oct 75 | 3/5 |
| VIème gouvernement : une première défaite - A Udry, C Michaloux | No 36, | 23 oct 75 | 5/7 |
| CICAP "Pour l'exemple" | No 36, | 23 oct 75 | 8 |
| Document du RALIS : "Le Portugal ne sera pas le Chili de l'Europe" | No 36, | 23 oct 75 | 3/4 |
| Le RALIS pour les comités de soldats | No 36, | 23 oct 75 | 5/6 |
| Vers la centralisation - A Udry | No 37, | 6 nov 75 | 14/18 |
| Contre l'AMI : Interview d'un membre du SUV | No 37, | 6 nov 75 | 5/11 |
| La construction défait le gouvernement - A Udry | No 38, | 20 nov 75 | 9/12 |
| La révolution en Etat de siège - A Udry | No 39, | 5 déc 75 | 13 |
| Contre le plan d'austérité - Udry | No 42, | 22 jan 76 | 14/16 |
| 3ème Congrès de la LCI | No 43, | 5 fév 76 | 16/17 |
| Notre travail de masse (extrait des thèses de la LCI) | No 43, | 5 fév 76 | 16/34 |
| Autocritique de la LCI | No 43, | 5 fév 76 | 7/8 |
| Thèses sur la révolution portugaise adoptées par le CEI | No 45, | 4 mars 76 | 8/10 |
| Avant les élections | No 47/48, | 1 avr 76 | 7/13 |
| Plate-forme LCI-PRT | No 47/48, | 1 avr 76 | |
| 25 nov-25 avril - Udry, Michaloux | No 49, | 15 avr 76 | |

QUEBEC

| | | | |
|---|--------|------------|-------|
| Les manifestations du 1er mai au Québec | No 26, | 22 mai 75 | 32/31 |
| Lutte contre les lois anti-ouvrières - Charles Bédart | No 30, | 3 juill 75 | 24/27 |
| Protestation contre les assassinats de militants en Argentine | No 35, | 9 oct 75 | 32 |

SITUATION ECONOMIQUE MONDIALE

| | | | |
|---|-----------|-----------|-------|
| La récession et les perspectives de l'économie capitaliste internationale - Ernest Mandel | No 27/28, | 5 juin 75 | 3/17 |
| Boom et déclin des matières premières - A Udry | No 27/28, | 5 juin 75 | 51/61 |
| En attendant la reprise - Mandel | No 40/41, | 18 déc 75 | 3/16 |
| A pas de fourmi - E Mandel | No 44, | 19 fév 76 | 15/16 |

SRI LANKA

| | | | |
|---|--------|-----------|-------|
| Déclaration du Parti marxiste-révolutionnaire sur la rupture du Front unique gouvernemental | No 36, | 23 oct 75 | 28/30 |
| 11 condamnés à mort | No 43, | 5 fév 76 | 31 |
| Grève générale | No 49, | 15 avr 76 | 30/31 |

SUEDE

| | | | |
|----------------------------------|-----------|-----------|-------|
| Contre la junte chilienne | No 35, | 9 oct 75 | 30/31 |
| La fin d'une exception - B Asman | No 40/41, | 18 déc 75 | 22/26 |

numéro — page

SUISSE

| | | | |
|----------------------------|--------|----------|----|
| Les élections législatives | No 39, | 5 déc 75 | 30 |
|----------------------------|--------|----------|----|

TCHECOSLOVAQUIE

| | | | |
|--|--------|-----------|-------|
| Sept ans après l'intervention - Tibor Sereti | No 38, | 20 nov 75 | 18/23 |
|--|--------|-----------|-------|

THAILANDE

| | | | |
|--|--------|-----------|-------|
| Polarisation croissante des classes en Thaïlande - P Petitjean | No 38, | 20 nov 75 | 24/28 |
|--|--------|-----------|-------|

TIMOR ORIENTAL

| | | | |
|--|--------|----------|-------|
| Vers une lutte prolongée - Gérard Fontaine | No 43, | 5 fév 76 | 18/24 |
| Déclaration du SU de la IVème Internationale | No 43, | 5 fév 76 | 25/26 |

UNION SOVIETIQUE

| | | | |
|--|-----------|------------|-------|
| La classe ouvrière soviétique face aux réformes économiques - Eric Laurent, MI Holubenko | No 25, | 8 mai 75 | 22/27 |
| L'économie soviétique en 1974 - Ettore Salvini | No 26, | 22 mai 75 | 22/26 |
| Lettre ouverte aux prisonniers politiques communistes | No 30, | 3 juill 75 | 14/23 |
| La crise de l'agriculture soviétique - Ettore Salvini | No 37, | 6 nov 75 | 16/24 |
| Tartares de Crimée : la lutte de tout un peuple - G Stephanovitch | No 44, | 19 fév 76 | 10/14 |
| Appel : Sauvez Mustafa Djemilev | No 44, | 19 fév 76 | 10/14 |
| Bilan du brejnevisme - E Laurent | No 47/48 | 1 avr 76 | 23/40 |
| Interview de Pliouchtch | No 47/48 | 1 avr 76 | 23/40 |
| Interview de Medvedev | No 47/48, | 1 avr 76 | 23/40 |

URUGUAY

| | | | |
|---|-----------|------------|-------|
| Liberté pour les prisonniers politiques | No 33, | 11 sept 75 | 32 |
| Une répression farouche - Pablo Ramirez | No 47/48, | 1 avr 76 | 41/47 |

USA

| | | | |
|---|-----------|-----------|-------|
| 60.000 travailleurs manifestent pour l'emploi | No 26, | 22 mai 75 | 30/31 |
| La baisse du taux de profit dans l'industrie manufacturière depuis 1969 marque la fin de la 3ème révolution industrielle - Robert Langstone | No 27/28, | 5 juin 75 | 33/40 |
| Relance et chômage - D Roberts | No 40/41, | 18 déc 75 | 58/63 |

VIETNAM

| | | | |
|---|--------|-----------|-------|
| La victoire - Pierre Rousset | No 25, | 8 mai 75 | 3/4 |
| L'évolution de la situation politique en Asie - G Vergeat | No 25, | 8 mai 75 | 10/11 |
| "Révolution permanente" au Vietnam - Pierre Rousset | No 26, | 22 mai 75 | 3/9 |
| De la libération à la réunification - Pierre Rousset | No 42, | 22 jan 76 | 20/24 |
| La politique étrangère vietnamienne - Pierre Rousset | No 44, | 19 fév 76 | 17/21 |

YOUGOSLAVIE

| | | | |
|--|--------|----------|-------|
| Le point d'une situation confuse - C Verla | No 39, | 5 déc 75 | 24/27 |
|--|--------|----------|-------|

ZAMBIE

| | | | |
|--|--------|------------|-------|
| Les contrecoups de la guerre civile angolaise - John Blair | No 43, | 5 fév 76 | 3/7 |
| L'état d'exception - N Tkoale | No 44, | 19 fév 76 | 22/23 |
| L'opposition contre Kaunda se renforce - John Blair | No 46, | 18 mars 76 | 27/31 |

collection complète

n^{os}. 0 à 49 **prix spécial** 1000 fb
120 ff
80 fs

(un numéro ancien : 25 fb, 3 ff, 2 fs)

l'actualité n'attend pas !

abonnez - vous (voir p2)



N° 35

quotidien communiste révolutionnaire

1,50 F

abonnements :
2, rue R. Lenoir
93100 Montreuil

rouge

SAMEDI 24 AVRIL

Portugal
le troisième
25 avril

Tout semble s'être bruyamment accéléré à la veille du scrutin de dimanche, au Portugal. Il est difficile de faire une prévision. Le PPD sait déjà que sa portion électorale va rétrécir. Le CDS qui posait, au début de la campagne sa candidature à l'alternative 75%, parle désormais beaucoup trop de coalition en tout sens pour croire au triomphe promis à ses troupes.

Etudiants, lycéens, collégiens

60 000 SUR LE PAVE

Contre les expulsions des
délégués des foyers Sonacotra

L'UNITE OUVRIERE DANS LA RUE